

N. 35

SEANCES DU VENDREDI 19 DECEMBRE 1975
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 19 DECEMBER 1975ASSEMBLEE
VOLTALLIGE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE :

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi portant :

- 1° Ratification d'arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites;
- 2° Suppression des fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Discussion générale (Suite). — *Orateurs* : MM. Gilquin, Van Nooten, Lepaffe, Persyn, Poffé, Coppieters, Stassart, Van In, p. 794.

INHOUDSOPGAVE :

ONTWERP VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende :

- 1° Bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen;
- 2° Afschaffing van de randfederaties opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Algemene bespreking (Voortzetting). — *Sprekers* : de heren Gilquin, Van Nooten, Lepaffe, Persyn, Poffé, Coppieters, Stassart, Van In, blz. 794.

PRESIDENCE DE M. HARMEL, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER HARMEL, VOORZITTER

M. Mesotten, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mesotten, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 9 h 35 m.

De vergadering wordt geopend te 9 u. 35 m.

PROJET DE LOI PORTANT :

- 1° RATIFICATION D'ARRETES ROYAUX PRIS EN EXECUTION DE LA LOI DU 23 JUILLET 1971 CONCERNANT LA FUSION DE COMMUNES ET LA MODIFICATION DE LEURS LIMITES;
- 2° SUPPRESSION DES FEDERATIONS PERIPHERIQUES CREEES PAR LA LOI DU 26 JUILLET 1971 ORGANISANT LES AGGLOMERATIONS ET LES FEDERATIONS DE COMMUNES

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE :

- 1° BEKRACHTIGING VAN KONINKLIJKE BESLUITEN GENOMEN IN UITVOERING VAN DE WET VAN 23 JULI 1971 BETREFFENDE DE SAMENVOEGING VAN GEMEENTEN EN WIJZIGING VAN HUN GRENZEN;
- 2° AFSCHAFFING VAN DE RANDFEDERATIES OPGERICHT DOOR DE WET VAN 26 JULI 1971 HOUDENDE ORGANISATIE VAN DE AGGLOMERATIES EN FEDERATIES VAN GEMEENTEN

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi concernant la fusion de communes, la modification de leurs limites et la suppression des fédérations périphériques.

Wij hervatten de behandeling van het ontwerp van wet betreffende de samenvoeging van gemeenten, de wijziging van hun grenzen en de afschaffing van de randfederaties.

La parole est à M. Gilquin.

M. Gilquin. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, mes chers collègues, en intervenant ce matin dans le débat, je suis conscient de ne pas respecter à la lettre le découpage, le fractionnement décidé par les chefs de groupe pour la bonne organisation de ce débat. Je n'interviendrai d'ailleurs qu'une seule fois et brièvement, car il m'est impossible de comprendre l'allongement inutile des discussions où l'on répète sous des formes différentes les arguments qui ont déjà été développés dans l'autre Chambre. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

L'opinion publique a été écœurée du spectacle lamentable qui lui a été offert lors des dernières semaines et n'a rien compris aux procédés plus que discutables qui ont été utilisés, et j'ajoute pour être clair, d'un côté comme de l'autre.

Cette Chambre, généralement plus sage, a valorisé la teneur des débats, mais le marathon qui nous est imposé ne contribuera guère à hausser le système parlementaire. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Il est certain que je ne puis suivre le gouvernement et la majorité quand ils réduisent à rien ou à presque rien le rôle du Parlement qui doit limiter son intervention à des bavardages sans fin, à des discussions stériles, à des éclats aussi vains que spectaculaires et à des oppositions sans issue.

Il est absolument anormal que le Parlement n'ait pas le droit de modifier quoi que ce soit aux dispositions prises par les ministres.

M. Schugens. — Bravo !

M. Gilquin. — Mais il me semble ne pouvoir suivre davantage l'opposition traditionnelle qui est prise au piège qu'elle a tendu elle-même en préparant et en défendant la loi de 1971 qui permet toutes les méthodes antidémocratiques utilisées aujourd'hui.

Je comprends très bien que l'opposition soit vexée de se trouver dans cette situation peu confortable, mais elle ne peut s'en prendre qu'à elle-même.

Je regrette vraiment de devoir dire cela en public, mais il serait malhonnête de ma part de ne pas faire pareille déclaration.

Je m'étonne également des oppositions, j'allais dire des criaileries, de ceux qui prétendent ne vouloir que des fusions volontaires, car, à ce compte-là, il n'y aurait aucune fusion dans le pays. (*Très bien ! et applaudissements à droite.*) Nous savons tous que, si la commune A veut fusionner avec la commune B, celle-ci se retournera vers C qui regardera vers D et ainsi de suite. Il est, en effet, impossible d'envisager quelque fusion que ce soit sans s'opposer à la volonté de l'un ou de l'autre, voire de plusieurs en même temps.

Ceci dit, il faut cependant reconnaître que le ministre de l'intérieur a commis la grosse erreur de créer des périmètres nouveaux et de renoncer à certaines fusions en fonction des intérêts électoraux des partis de la majorité et singulièrement de ceux du P.S.C.-C.V.P. (*Exclamations ironiques sur les bancs socialistes.*)

En nous limitant à la province du Hainaut, nous pourrions tous citer des dizaines d'exemples où les soucis électoraux ont largement inspiré les auteurs de l'arrêté royal du 17 septembre 1975. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*) Celui-ci a largement mérité les critiques qu'on lui adresse. Mais les critiques auraient-ils agi différemment s'ils étaient restés au pouvoir ? Je ne veux surtout pas faire un procès d'intention, mais il suffit de voir ce qu'a fait la majorité politique de 1971.

Il me suffit, pour illustrer ma brève intervention, de me référer à un seul exemple, celui de l'actuelle ville de Mons, fusionnée en 1971. Par une dépêche ministérielle datée du 7 avril 1970, onze communes étaient proposées pour la fusion. Sur les onze conseils communaux, seuls ceux de Mons et de Cuesmes avaient émis, au départ, un avis favorable. Tous les autres étaient hostiles à la proposition du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Lucien Harmegnies. Trois parmi ces onze communes disposaient d'une majorité non socialiste : c'étaient Hyon, Nimy et Ghlin. Le ministre ne tint aucun compte de leurs protestations et fusionna d'office ces communes. (*M. Lagneau applaudit.*) Six autres parmi ces communes, étaient à majorité absolue socialiste. Parmi elles, une seule, la commune d'Obourg, fut également englobée d'office dans la fusion, parce qu'il n'y avait, paraît-il, pas moyen d'agir autrement pour des raisons sur lesquelles je ne veux pas insister. Les cinq autres communes, à majorité socialiste, parmi lesquelles Jemappes, Flénu et Maisières, échappèrent à la fusion.

Après un tel exemple, que l'opposition traditionnelle nous dispense des protestations qu'elle émet contre les fusions imposées ou contre les fusions à caractère électoral ! On peut, en cette matière, renvoyer les parties dos à dos, car elles ont montré l'une comme l'autre qu'elles font passer l'intérêt général au crible de leurs positions électorales ou des positions personnelles de leurs leaders. Aujourd'hui, le cas de la commune d'Edegem est significatif à cet égard. L'opinion publique ne s'y trompe pas et juge très sévèrement les spectacles édifiants qui lui ont été offerts au cours de ces dernières semaines.

Après cette brève introduction, je déclare dès maintenant que je voterai contre ce projet et je voudrais, si vous le permettez, vous indiquer brièvement les trois principaux motifs qui justifient cette attitude.

Mes critiques portent spécialement sur les périmètres adoptés, les finances communales et le statut du personnel.

En ce qui concerne les périmètres adoptés, certains estiment que M. le ministre Michel est allé un peu loin et nous propose de trop grandes fusions.

Je pense exactement le contraire. A mon sens, son projet est trop timide. Il est, en effet, indispensable que l'on tente de résoudre, même de façon fragmentaire, le problème de la réforme des institutions locales en le détachant du contexte communautaire. Si grands qu'ils soient, les périmètres repris dans l'arrêté royal sont encore nettement trop petits.

M. Kevers. — C'est aussi mon avis.

M. Gilquin. — Il n'est pas un seul problème économique, social, culturel ou politique qui puisse être résolu en deçà de la sous-région. C'est à ce point vrai que les grandes intercommunales étendent leur action à cette échelle et tentent d'élargir leur compétence à des domaines de plus en plus nombreux et importants.

Or les intercommunales avec leurs « élections », et je mets le terme entre guillemets, au deuxième, au troisième, voire au quatrième degré, sont devenues très souvent des organismes sur lesquels aucun contrôle, aucune censure n'est possible. Il suffit d'avoir assisté à une assemblée générale ou même à un conseil d'administration de certaines intercommunales pour s'en rendre compte. Un nombre impressionnant de projets sont bâclés en quelques minutes, alors qu'ils engagent, chacun, des dizaines de millions.

Il en est certainement parmi vous, mes chers collègues, qui, à première vue, prétendent le contraire. Je vous demande de réfléchir, en conscience, aux nombreux cas concrets que vous avez vécus ou subis comme délégués, « soi-disant responsables » dans bon nombre d'intercommunales.

Comme le plus souvent tous les problèmes ne trouvent de solution qu'au niveau de la sous-région, il importe que des organes élus au suffrage universel soient constitués pour les résoudre.

Il fallait donc, me semble-t-il, insérer le problème des fusions dans celui des réformes institutionnelles de façon à aboutir à trois pouvoirs clairement définis et démocratiquement organisés : 1° à la base, le pouvoir communal élargi à l'échelle de la sous-région; 2° le pouvoir régional; en troisième lieu, le pouvoir central.

On pouvait ainsi créer un Etat démocratique, fédéralisé, ne s'appuyant pas sur un partage linguistique du pays. On créait une sorte de fédéralisme composé de plusieurs entités importantes. On mettait ainsi sur pied un fédéralisme, qui partait de la base et qui unissait, au lieu d'une décentralisation et d'une soi-disant régionalisation qu'on nous propose vaillamment mais, qui ne fait que compliquer, pour ne pas dire rendre incompréhensible, l'ensemble de nos institutions.

Ces grandes communes qui auraient l'avantage de présenter une unité de décision politique pour la fixation et la réalisation des objectifs, devraient, en même temps, être décentralisées administrativement pour permettre des contacts humains et la mise en place de la démocratie directe. On devra un jour arriver à cette construction qui est la seule cohérente mais, du train où nous allons, le pays connaîtra encore bien des crises avant d'en arriver là.

Le second motif pour lequel j'émettrai un vote négatif concerne les finances communales.

Pour que les communes fusionnées puissent exercer sérieusement leur mission et faire face aux besoins de plus en plus nombreux des populations, il faut qu'elles jouissent d'une large autonomie.

Or cette autonomie ne peut exister que moyennant des finances saines. Le nœud du problème est donc d'assurer la santé financière des communes.

Personnellement, je ne vois que trois moyens d'arriver à ce qu'une commune ait des finances saines.

Le premier serait que l'Etat abandonne aux communes une partie substantielle de son pouvoir fiscal; cela permettrait d'en finir avec le système de subventions de toutes natures et en même temps démocratiserait la fiscalité.

Le deuxième serait de prévoir pour le Fonds des communes une dotation suffisante pour faire face aux besoins généraux des communes.

Le troisième consisterait à grouper les deux premiers moyens cités ci-dessus mais en les pondérant.

Or, nous constatons que la loi-programme est loin d'augmenter la dotation du Fonds des communes. Au contraire, elle rend définitifs les prélèvements arbitraires qui ont été appliqués au cours des cinq dernières années.

Bien sûr, Monsieur le Ministre, vous avez prévu la création d'un fonds de consolidation permettant aux communes fusionnées de redémarrer à zéro. C'est incontestablement un progrès par rapport à la loi de 1971 où rien n'avait été prévu, sauf je le reconnais, une dotation supplémentaire de 15 p.c., dotation d'ailleurs souvent inférieure à ce taux pour diverses raisons. Ce supplément, vous le supprimez à juste titre, Monsieur le Ministre, puisque désormais les communes fusionnées seront la règle et non plus l'exception.

Mais, Monsieur le Ministre, on peut se demander ce qui arrivera dès que sera réglée la consolidation des déficits au 31 décembre 1975.

On peut dès maintenant prévoir qu'il y aura les malis de l'exercice 1976 qui ne peuvent que croître par rapport aux exercices précédents et qui empêcheront les communes de redémarrer réellement à zéro.

Et puis, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les déficits reprendront de plus belle. On aura certes bouché un trou important, mais à quoi bon cette procédure si on en creuse d'autres à côté?

Dès lors, il aurait fallu que la loi de fusion prévoie des mesures importantes d'assainissement par un des trois moyens que je proposais il y a un instant.

Vous ne vous en souciez pas, Monsieur le Ministre, pas plus que vos prédécesseurs ne l'ont fait. Cela me paraît grave, très grave même pour l'autonomie communale tributaire de sa bonne santé financière. Par ce manque de clairvoyance à long terme, vous maintiendrez toutes les nouvelles communes sous la coupe, pour ne pas dire sous le joug du pouvoir central.

J'en finis avec le problème des finances communales en soulignant que la loi-programme supprime d'un trait de plume la législation sur le Fonds des communes. La dotation est réduite dans de fortes proportions, mais il y a plus grave. Le conseil d'administration du Fonds, composé de représentants des communes, disparaît. Les critères des répartitions de la dotation sont supprimés.

On a beaucoup critiqué ces critères. On avait raison de le faire. Mais ce n'était pas une raison pour les supprimer sans en prévoir d'autres, mieux étudiés, mieux adaptés à la situation concrète.

Désormais, les communes sont livrées pour un temps indéterminé à l'arbitraire du ministre ou plutôt à l'arbitraire du Conseil ministériel régional. Il faudra attendre longtemps avant d'établir des nouveaux critères. Cette attente sera d'autant plus longue que l'on s'installe facilement dans l'arbitraire.

Réduction de la dotation et suppression des critères de répartition sont deux mesures qui accentuent l'emprise du pouvoir central sur les

communes. Nous pensons que les fusions allaient donner plus d'autonomie aux communes. Les deux mesures que je viens de critiquer aboutissent au résultat contraire. C'est bien dans la ligne générale de l'action d'un gouvernement de droite.

Le troisième motif principal pour lequel j'émettrai un vote négatif a trait au personnel communal. Je constate immédiatement que les mesures prévues pour ce personnel tendent, elle aussi, à accentuer l'emprise du pouvoir central sur les institutions locales.

C'était déjà la tendance des arrêtés royaux pris en application de la loi de 1971. A l'époque, un amendement de M. Van Geyt, soutenu d'ailleurs par M. Léo Collard, visait à maintenir le statut du personnel tel qu'il avait été fixé par les anciennes communes. C'était la possibilité pour les agents communaux de poursuivre leur carrière dans les conditions qui existaient au moment de leur engagement tout en leur permettant d'accéder aux nouveaux débouchés qu'entraînait la fusion.

Pour les grades légaux, dont l'intégration dans le nouveau cadre était forcément difficile, l'amendement prévoyait le choix entre la fonction offerte et la mise en disponibilité.

M. Harmegnies s'est opposé à cet amendement, prétendant qu'il s'agissait d'un texte trop rigide, qu'il fallait un système plus souple à mettre au point avec les organisations syndicales. Cette mise au point n'a jamais été faite. Il en est résulté des difficultés sans issue, des dialogues de sourds où personne ne se retrouvait et qui livraient le personnel à l'arbitraire des collèges et ceux-ci à celui des administrations provinciales et ministérielles. Les référés ont succédé aux référés sans rien résoudre. Telle mesure approuvée d'un côté était rejetée de l'autre. Les mesures que vous voulez prendre vont accentuer la pagaille et même, en fin de compte, attenter à la liberté communale.

Vous commencez par exiger des secrétaires et des receveurs communaux dans les communes de plus de 10 000 habitants pour les uns, de plus de 15 000 pour les autres, la détention d'un diplôme universitaire. En soi, cette mesure n'est pas critiquable. Mais comme vous êtes bien obligé de prévoir des exceptions, c'est ici que les horreurs commencent. Les fusions vous mettent 427 receveurs régionaux sur les bras. Il s'agit d'agents de l'Etat, payés par l'Etat, contrôlés par les gouverneurs. Ces 427 agents vont constituer une réserve de recrutement permanente. Jusqu'à présent, ils ne pouvaient fonctionner que dans les communes de moins de 5 000 habitants. Comme celles-ci vont devenir rares, on étend leur compétence jusqu'à 10 000 habitants, voire même 15 000 dans certains cas. Les communes de cette importance devront les recruter par priorité, tant et si bien qu'au départ du receveur communal en fonction au moment de la fusion, les communes de cette importance devront accepter le receveur régional qui leur sera envoyé par le gouverneur.

Que devient alors l'autonomie communale? Que deviennent les droits acquis par les agents anciens qui pouvaient légitimement espérer une promotion au grade de receveur?

Il est à remarquer que les secrétaires et les receveurs hors cadre sont loin de bénéficier de telles faveurs. Ils ne pourront, eux, être transférés d'une commune à l'autre sauf s'ils sont l'objet d'une nouvelle nomination. Au surplus, ils ne constitueront pas une réserve de recrutement permanente. Au contraire, s'ils ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, ils ne seront habilités à accéder au grade de secrétaire ou de receveur que pendant six ans seulement.

Remarquons au passage que si plusieurs communes de moins de 10 000 habitants sont appelées à fusionner — sauf cas exceptionnel d'un universitaire — aucun des secrétaires et des receveurs entrant dans la fusion ne répondra aux conditions fixées par l'avant-projet de loi.

Même cas à l'échelon inférieur si l'on fusionne plusieurs communes de moins de 2 500 habitants. On est donc bien loin du respect des situations acquises et du respect des espoirs de promotion du personnel.

Je dois bien constater que M. le ministre de l'Intérieur pénètre dans la brèche ouverte par son prédécesseur, M. Harmegnies, et qu'il a, bien entendu, la volonté de l'élargir. Par ailleurs, le ministre bloque pendant trois ans le cadre des nouvelles entités. Interdiction de recrutement à titre définitif, mais autorisation du recrutement à titre temporaire, ce qui ne réduit pas le coût, au contraire.

Dans les communes déjà fusionnées, on n'a eu que des difficultés avec ce système de temporaires, que l'on maintient dans l'incertitude pendant des années pour finir par les mettre en préavis. Ce qui est toujours une catastrophe pour les intéressés. Comme la rédaction d'un statut administratif est forcément très longue, le recrutement des temporaires précédera donc sa mise au point définitive. Il faudra, dès lors, soit limiter les conditions statutaires aux connaissances des agents temporaires, soit fixer des conditions rationnelles et risquer de devoir se passer de leurs services.

De toute façon, peu d'agents de qualité resteront pendant trois ans à titre temporaire, s'ils peuvent trouver un emploi ailleurs.

Et je conclus en disant :

1° Les fusions de communes étaient et sont indispensables aujourd'hui;

2° J'ai été amené au conseil communal de Mons, à voter en faveur du périmètre qui a été défini par l'arrêté royal de 1975, tout en regrettant qu'on ne crée pas une commune beaucoup plus grande, capable de résoudre tous les problèmes régionaux;

3° Les nouveaux périmètres sont trop réduits; c'est la critique que je peux faire dans la plupart des cas;

4° On ne permettra pas aux futures grandes communes de disposer de ressources financières qui leur permettent d'exécuter leur mission. C'est contraire à la bonne gestion et néfaste pour l'autonomie communale;

5° Les droits acquis par le personnel communal, à tous les niveaux de la hiérarchie, ne sont pas respectés.

Pour toutes ces raisons, je voterai contre le projet. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur certains bancs de la majorité.*)

M. André. — J'applaudis un bon discours d'opposition.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Nooten.

De heer Van Nooten. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, Dames en Heren, wanneer de volksvertegenwoordigers en senatoren de wet van 23 juli 1971 hebben goedgekeurd, dan hebben zij dat zeker met de beste bedoelingen gedaan. Trouwens in het verslag van de heer Verroken d.d. 17 juni 1971 uitgebracht in de Kamer van volksvertegenwoordigers, kunnen we in de eerste alinea lezen dat de wens wordt uitgedrukt, de samenvoeging van gemeenten onverpoosd voort te zetten op grond van objectieve criteria. En dat verslag werd eenparig aangenomen. Er staat wel degelijk : « onverpoosd voort te zetten ». Het behaalde resultaat van de laatste tien jaar, zijnde de samenvoeging van 447 gemeenten tot 143 of de opheffing van 304 gemeenten in de periode 1961-1971 werd als een geslaagde operatie aangezien. Hier werd bewezen dat het bewandelen van de wegen der geleidelijkheid één van de deugden van onze democratie is. Een deugd die door de minister blijkbaar niet erkend wordt.

Nu ben ik overtuigd dat de parlementsleden die destijds die stemming te goeder trouw hebben uitgebracht, niet konden weten dat deze wet op een zo flagrante wijze zou worden misbruikt om met één ja of één neen, er ineens 496 fusies van gemeenten door te halen of niet. In 1971 heeft niemand durven denken dat men het ooit in zijn hoofd zou halen om een mammoet-operatie uit te voeren, waardoor met één slag, van de 2359 resterende gemeenten in ons land, er nog 589 zouden overblijven in 1976. Naar mijn weten heeft het ook nooit in de bedoeling gelegen van de wetgever om zover te gaan.

Het verzet dat uit het uitgebreide debat in de Kamer van volksvertegenwoordigers is gebleken en kontakten die ik heb gehad met verschillende leden van de meerderheid, bevestigen trouwens deze zienswijze.

Iedereen was gewonnen voor het begrip fusies, tot op de dag dat ze het irreële plan-Michel onder ogen kregen. Toen was bij de meesten op slag de fusiemicrobe verdwenen.

Nu heeft men in de Kamer van volksvertegenwoordigers tien dagen lang, gedokterd, om ook u van uw fusiekoorts te genezen, Mijnheer de Minister. Men is daarin niet geslaagd, hoewel er zich goede specialisten bevinden onder de collega's volksvertegenwoordigers. Mogelijk heeft men een verkeerde diagnose gesteld en heeft men u niet de geschikte therapie voorgeschreven. Eigenlijk mag u van geluk spreken dat we twee « Kamers » hebben in België. Nu heeft u nog een kans dat bij dit tweede en grondig onderzoek toch nog de zieke plekken worden aangetoond, en dat we de goede therapie kunnen toepassen. Tenzij u niet wenst te gerezen van deze fusiekwaal en koppig alle goede raadgevingen blijft afwijzen.

Mijnheer de Minister, zelfs indien deze laatste veronderstelling waar zou zijn, dan nog willen wij u geen raadgevingen onthouden. Onze grote bekommernis is, dat er geen onherroepelijke fouten zouden worden gemaakt. Als leden van de oppositie, is het zeker onze taak om zo volledig mogelijk onze mening te uiten, opdat ons later niet het verwijt zou kunnen treffen, dat wij u niet uitdrukkelijk alles hebben gezegd.

Eerst een opmerking: dit debat komt op een zeer slecht ogenblik. Niet alleen om redenen die te maken hebben met de fusies van gemeenten, maar ook omdat het er sterk op lijkt dat buiten de financiële, de economische, de gezags-, en straks de sociale crisis, na de communautaire impasse die reeds van vroeger dateert, minister Michel erop aanstuurt om ook de zevende plaag nog over onze gewesten te halen, die morgen misschien « de furie der gemeentenaren » zal worden genoemd.

Wij kennen toch voldoende de geschiedenis om te weten dat de opkomst en later de bloei van de gemeenten in Vlaanderen, een bij-

zonder kenmerk was van de middeleeuwen. In de vooruitstrevende handels- en nijverheidscentra uit die tijd werden onze eerste democratische beginselen toegepast bij de inrichting van de stadsbesturen. Toen reeds had men ontdekt dat het leven in een beperkte gemeenschap bepaalde voordelen kan bieden. In onze Nederlanden werd het lijfeigenschap het eerst afgeschaft en onze contreien kregen de vroegste geschreven grondwet. Sindsdien zijn er heel wat vreemdelingen geweest die onze gewesten hebben overheerst.

De Spanjaarden, de Fransen, de Nederlanders hebben hier om beurten hun tenten opgeslagen. Tot uiteindelijk het België is ontstaan van 1830. Zelfs na dit historisch moment, heeft men nog tweemaal getracht ons een andere nationaliteit te geven. Gedreven door hun vrijheidswil en onafhankelijkheidsgevoel hebben onze mensen steeds voldoende weerstand kunnen bieden aan overheersers. Trouwens vrijheid en onafhankelijkheid zijn twee zaken die tot het wezen zelf van het nationaal gevoel van een Belg behoren.

In de loop der tijden zijn het vooral de kleine gemeenschappen geweest die we gemeenten noemen, die met hun besturen de traditionele vrijheden en gewoonten van hun inwoners, ook tegenover het centrale gezag hebben beschermd. Hiervan zijn vele voorbeelden in onze geschiedenis. Gent, Brugge, Luik, Kortrijk, Antwerpen en zovele andere steden en gemeenten zijn meermaals in opstand gekomen tegen hun landvoogd. Denken we aan de bezetters in de tweede wereldoorlog. Juist omdat zij de meeste weerstand vreesden van een georganiseerde gemeente, een geheel vormt, met een zelfde invloedsfeer, een gelijklozende zeker waren dat ze aan hun kant stonden.

Dat zijn zovele tekens die van oudsher bewijzen dat een stad of een gemeente, een geheel vormt, met eenzelfde invloedsfeer, een gelijklopende mentaliteit en levenswijze van zijn burgers.

Uit de historie is de gemeentelijke autonomie gesproten, die vroeger nog meer dan nu, onaantastbaar was. De Belgische wetgevers van 1830 hebben trouwens artikel 31 in de Grondwet ingeschreven, dat de bevoegdheid van de gemeenten bepaalt en ze de grondwettelijke macht toekent op hun grondgebied en voor de bewoners ervan. In wezen zijn wij van oudsher verknochte gemeentenaren. Misschien had de Gaulle gelijk wanneer hij zei : « La Belgique, ce n'est pas une nation, c'est un ramassis de villes. »

Ik vraag me zelfs af, wat een doorsnee Belg het eerst zou verlooche- nen, zijn land of zijn stad of dorp, wanneer hij voor de keuze zou geplaatst worden. De historische achtergrond en de geaardheid van het volk verklaren de spontane reacties tegen de vele onzinnige en tegen- natuurlijke fusies die in het plan-Michel werden opgenomen. Dit sluimerend verzet zal niet moeten gemachineerd worden door de socialist- en, zoals men het in de katholieke kranten doet uitschijnen, maar het zal uitgroeien tot een spontane gemeentelijke verzetsbeweging.

Nu alles anders gaat, houdt men de bevolking voor, dat het bestuur nader tot de burger zal worden gebracht, dat het Parlement zal worden gerevaloriseerd, dat de democratie zal worden gerespecteerd. Maar de resultaten van al dat geleuter zijn juist in de tegenovergestelde richting te zoeken. Men belet ons het parlementair werk naar behoren te doen, door ons het amenderingsrecht te ontfangen. Juist hier lag een enige mogelijkheid om veel slecht of ongelukkig voorgestelde samenvoegingen te verbeteren of af te keuren. Indien u het wilt waar maken en het bestuur dichter bij het volk wil brengen, dan moet u beginnen met naar dat volk te luisteren, en de vele enquêtes, referendums en volksraadplegingen die in zovele gemeenten werden gehouden naar aanleiding van voorgestelde, niet voorgestelde of verkeerd voorgestelde fusies, *au sérieux* nemen. U had moeten beginnen, Mijnheer de Minister, met de democratische regels van het spel te respecteren. Dan zouden er ten minste enkele van die mooie volzinnen die uw regering zo graag in de ether en tussen de massa slingert, als geloofwaardig overkomen.

Ik bedoel hiermede dat u tenminste de consultatie beter had moeten doorvoeren. Ik bedoel hiermede eveneens dat u per gemeente of groep van te fusioneren gemeenten de motivering van de voorgestelde fusie bekend had moeten maken. U beseft het misschien nog altijd niet, of u wilt het niet toegeven, dat u zelf voor het grootste gedeelte schuld hebt van deze eindeloze debatten over de fusies van gemeenten, waarmee, tussen haakjes gezegd, iedereen in principe akkoord ging. Indien de consultaties en de motivering op een adequate manier hadden plaats gegrepen, dan was er nooit zoveel herrie geweest. Hier niet in dit huis en ook niet erbuiten.

Als jong senator zou ik het zeer erg vinden wanneer ik aan het einde van dit debat een stemming zou moeten uitbrengen tegen iets waar ik feitelijk voor ben, alleen maar omdat het verkeerd werd aangepakt. Als socialist waren wij vóór het principe van de fusies in 1971, en in 1975 zijn we dat nog. Nieuwe tijden brengen nieuwe behoeften, en andere noden. Daarom moeten wij zoeken naar nieuwe normen en afdoende oplossingen.

Ik zou hier een opsomming kunnen geven van de vele noden en problemen die op gemeentelijk vlak een oplossing moeten krijgen. Ik ga

dat niet doen, want ieder van ons is voldoende ingelicht en wordt bijna dagelijks geconfronteerd met deze zaken. Maar ik wil wel onderstrepen dat wij doordringen zijn van de noodzakelijkheid van de herstructurering van de gemeenten tot levenskrachtige entiteiten naar menselijke maat.

De socialisten hebben tot op heden niets anders gedaan dan getracht met amendering, en herziening deze fusieoperatie tot normale proporties terug te brengen. Onze grote betrachting is, de grove vergissingen uit dit koninklijk besluit of uit deze wet te houden, en de tegennatuurlijke fusies niet te laten tot stand komen. Het komt ons echter voor dat de minister de bedoeling heeft ons voor een ongenueanceerde keuze te stellen van het is te nemen of te laten. Het is één ja of het is één neen voor 496 afzonderlijke fusies die 1770 gemeenten omvatten.

Mijnheer de Minister, dat is een monsterachtig geval.

Een dergelijke handelwijze wreekt zich. Men regeert niet tegen het volk, men regeert met en voor het volk. Er zijn reeds veel grotere figuren geweest dan onze minister van Binnenlandse Zaken die in het zand hebben moeten bijten wanneer ze dergelijke pogingen hebben ondernomen tegen de wil van het volk.

Het is nog niet te laat, maar het is vijf vóór twaalf. U hebt nu nog een enige gelegenheid om een grote reorganisatie van ons territorium door te voeren op gemeentelijk vlak, met een ruime consensus, over alle partijgrenzen heen, indien u de redelijkheid van verschillende amendementen die werden ingediend zou willen inzien en erkennen.

U wuift deze amendementen achteloos weg, Mijnheer de Minister, goed wetende dat ze gegrond zijn, goed wetende dat tegen ongeveer 50 pct. van de voorgestelde fusies, geen of slechts bijkomende bezwaren bestaan. Indien u deze serie van fusies, die zeer goed gekend zijn op uw kabinet, zou lichten uit uw plan, dan is er niets dat de Senaat nog zal beletten om de nodige en gewilde herstructurering van deze gemeenten met een ruime meerderheid goed te keuren. Zonder dat er een tuchtstemming zal moeten worden opgelegd aan de meerderheidsgroepen. Meteen zouden wij beletten dat deze helft van fusiegemeenten onnodig worden belast met moeilijkheden, verzet en tegenkantingen die zich manifesteren in de andere helft van gemeenten die zich tegen een samenvoeging verzetten.

Ik wijs even terug naar het begin van mijn uiteenzetting waar ik het voorbeeld heb gesteld van de 447 gemeenten die tussen 1961 en 1971 werden samengevoegd tot 143 entiteiten. Dit gebeurde op een normale wettelijke en democratische manier. De uitvoering is gepaard gegaan met de nodige consultatie van provincies en gemeenten en met de nodige motivering van de samenvoeging.

Wat nu de motivering zelf betreft, die de heer minister heeft gegeven, of beter gezegd, niet heeft gegeven, om de samenvoeging van de verschillende gemeenten te rechtvaardigen, zou ik het volgende willen zeggen.

De wet van 23 juli 1971 stelt voor, om over te gaan tot fusies van gemeenten wanneer deze samenvoeging kan gebeuren op basis van enkele wel gedetermineerde redenen van geografische, economische, sociale, culturele of financiële aard. Wanneer minister Michel op 8 januari 1975 zijn voorstellen aan de gouverneurs heeft overgemaakt, bleef er van een motivering van de voorstellen niet veel meer over, wat elk van de fusionerende gemeenten afzonderlijk betreft.

We zouden hieruit kunnen besluiten dat elk van de hiervoor genoemde redenen voor elke samenvoeging moest passen, of dat iedereen zijn redenen mocht uitzieken om toch maar te kunnen fusioneren. Een soort van *passé-partout* dus voor alle gemeenten.

Hier vooral slaat u de bal mis, Mijnheer de Minister. Het gaat niet op in dergelijke persoonlijke aangelegenheden te globaliseren. Elk dorp heeft zijn eigenheid, elke stad heeft haar gelaat, elke gemeente haar persoonlijkheid.

Vele factoren zijn hiervoor bepalend: de vorm, de omgang, de inrichting, de gastvrijheid én de mensen die er verblijven en werken. Het is eveneens ontegensprekelijk dat op hun beurt ieder inwoner ook nog eens zijn persoonlijkheid heeft, zijn leefgewoonten. Sommigen wonen graag in grote steden, anderen in landelijke gemeenten, weer anderen in provinciestadjes. U heeft zich trouwens zeer goed die toestand, die werkelijkheid gerealiseerd, Mijnheer de Minister. In uw brief betreffende de herstructurering van gemeenten, gericht aan de gouverneurs, zegt u duidelijk het volgende:

« Daar de mens steeds centraal moet staan, werd er eveneens naar gestreefd de menselijke contacten waarbij morfologische gegevens als mentaliteit en levenswijze bepalend zijn, niet te hinderen.

» Er werd dan ook in ruime mate rekening gehouden met de wens van de inwoners en vermeden dat de fusies als een doel op zichzelf zouden moeten worden beschouwd. »

Mijnheer de Minister, uw handelingsplan, uw daden, uw beslissingen, uw plan dat u ons vandaag voorlegt, zijn wel helemaal anders, dan wat u zegt of schrijft in uw brief. Misschien is het vandaag een mode

om alles anders te doen. Ik durf zelfs te betwijfelen of dit modeverschijnsel om alles anders te doen, ons wel ooit iets beters zal brengen.

We zouden bij de verschillende openbare besturen moeten aandringen opdat zij meer respect zouden opbrengen voor elkaars werk en bevoegdheid. Wij zouden hen moeten wijzen op de wisselwerking die er moet zijn en hen aanmanen om een betere samenwerking tot stand te brengen, in plaats van het flagrante weigeren van elk overleg, het negeren van elke beleefdheidsvorm en het omzeilen van de wettelijke verplichtingen. Wij zouden hier eerder kunnen gewagen van een machtsvertrekking gepleegd door één der openbare besturen, dat zich superieur voelt en zich superieur aanstelt tegenover de anderen. In dit geval bedoel ik het ministerie van Binnenlandse Zaken, dat ons vandaag honderden fusies voorstelt waarop de *passé-partout* niet eens past, welke wordt gebezigd. Voorstellen waartegen de nevenschikte besturen doorgewoongen enkel verhaal kunnen inbrengen omdat die mogelijkheid niet bestaat. U weet zeer goed, Mijnheer de Minister, dat er geen verhaal mogelijk is vanwege de gemeenten of hun besturen, daarom juist had u de adviezen welke zij in de meeste gevallen hebben uitgebracht zeker goed moeten overwegen alvorens een beslissing voor te stellen. Dat had een menselijke daad van in bescherming nemen geweest van een zwakkere broer door een sterkere. Dat hebt u juist niet gedaan, u hebt nog gebruik gemaakt van uw macht en er uw technokraten op losgelaten om dat zwakkere broertje de genadeslag toe te brengen.

Ik wil hier even refereren naar een paar markante voorbeelden. Geel is, of beter gezegd was de tweede grootste gemeente van ons land: 10 000 ha, bijna 30 000 inwoners, wat oppervlakte en aantal inwoners betreft een voorbeeld van hoe een gemeente moet zijn. Op een uitgestrekt industrieterrein zijn vele nieuwe bedrijven ingeplant. Volgens uw normen dus een ideale toestand.

Weet u, Mijnheer de Minister, geachte collega's, dat in april van dit jaar, Geel aan de rand van het bankroet was? Het heeft in alle dagbladen gestaan. In april kon die gemeente haar personeel en de werking van haar diensten niet meer betalen. Het is nu zeer goed mogelijk dat de schuld kan worden gegeven aan een slecht bestuur, maar dan pleit dat niet voor het homogeen C.V.P. bestuur dat daar sedert mensengeheugenis regeert. Ik heb hier enkel de vaststelling gedaan van het fenomeen Geel, dat model zou hebben kunnen staan voor de fusionisten *à la Michel*.

Nu heeft u in de Kempen nog twee mastodont-gemeenten bij gecreëerd die zeker niet de voordelen van bevolking en industrie kunnen doen gelden zoals Geel. Ik spreek hier van de gemeenten Hoogstraten en Ravels die nieuw voorgesteld zijn: 11 000 en 10 000 ha groot; 14 000 en 9 000 inwoners of één ha per inwoner. Het gaat niet meer op, Dames en Heren. In het geval Hoogstraten is er maar één gemeente die gunstig advies heeft uitgebracht en dat is Hoogstraten zelf. Dat ligt nog volledig excentrisch. De vier andere adviezen die negatief waren werden genegeerd. Het geval Ravels, Weelde, Poppel is even erg. Drie ongunstige adviezen en toch komt er een fusievoorstel. De onderlinge afstanden in deze twee bukten van onze Belgische kaart zijn enorm. Ik geloof dat de leden van de Senaat mij begrijpen, ik spreek hier van de uitwassen die onze landsgrens aan de noorderkant heeft. In dit verband wens ik de heer Dua te citeren uit het verslag aan de Senaat van 22 juni 1970: « Zij menen dat er steeds bepaalde gemeenten zullen overblijven, zoals bvb. in het noorden van de provincie Antwerpen, welke een eigen bestaan kunnen blijven leiden en waarvoor geen de minste noodzakelijkheid van fusie of federatie kan worden ingeroepen ». Ik geef u dit ter overweging, Mijnheer de Minister.

De heer Vanhaegendoren had eergisteren gelijk wanneer hij de basis van onze huidige gemeenten is gaan zoeken in de vroege middeleeuwen. Men heeft er hier om gelachen. De heer Boey die als voorzitter optrad heeft hem zelfs verzocht om bij de agenda te blijven en aan de andere leden heeft hij de raad gegeven de geschiedkundige beschouwingen in de wandelgangen verder te zetten. Mijs insziens had de voorzitter ongelijk dit te zeggen. Want geheel onze hedendaagse samenleving met haar bestuursvormen resulteren uit de geschiedenis en de geschiedenis is een eeuwig herhalen en vernieuwen. Wanneer we vandaag spreken over fusies dan is dat niet nieuw. Vanaf het ontstaan van de gemeenten zijn er samenvoegingen en splitsingen doorgevoerd. Deze dagen is hier hoofdzakelijk gesproken over de periode 1960-1975. Maar ook in de periode van 1830 tot 1960 grepen er mutaties plaats. Toen ook werden 27 gemeenten opgeheven. Maar er werden er 160 nieuwe opgericht. Het is zo, dat we in 1961 aan onze 2 663 gemeenten zijn gekomen. Een van de afsplitsingen uit die periode was Herselt-Ramsel in de Zuiderkempen omstreeks 1875. Deze twee gemeenten worden nu voorgesteld om opnieuw te worden samengevoegd.

Mijnheer de Minister, het is beter dat ik het u zeg, dat wordt een fiasco. De mentaliteit en geaardheid van deze twee bevolkingsgroepen zijn te verschillend. Administratief en onder dwang kunt u deze gemeenten fusioneren, er één leefgemeenschap van maken kunt u nooit. Trouwens er waren ook twee ongunstige adviezen.

Mijnheer de Minister, bij het opstellen van uw plan hebt u enkele grove denkfouten gemaakt: 1. u bent van de stelling uitgegaan dat u nu eens voor goed en voor altijd al de gemeentelijke problemen kon oplossen met één groot fusieplan; 2. de tweede fout heeft u gemaakt wanneer u dacht dat u moest globaliseren; 3. u heeft de gemeenten te veel bekeken van uit een administratieve hoek.

Ik verklaar me nader:

1. Wanneer u denkt problemen op te lossen door schaalvergroting, dan heeft u gelijk. Maar diezelfde schaalvergroting, uitgedrukt dan in fusies, schept nieuwe behoeften. Er komen dus andere problemen in de plaats. Wat bijvoorbeeld de financiering betreft zullen er grote moeilijkheden rijzen. Als ik me goed herinner zijn er nu een 300-tal gemeenten deficitair. Binnen twee jaar zullen er dat 550 zijn, om ze allemaal niet te noemen, uitzonderingen zullen er altijd zijn. Op financieel vlak lossen de fusies niets op. De grotere subsidiëring waarop de gefusioneerde gemeenten zullen een beroep doen bij het centrale gezag zal diezelfde gemeenten meer afhankelijk maken van dit gezag. De morele schaduwzijde hieraan is dus, de aantasting van de autonomie.

2. Hetgeen ik hiervoor heb gezegd in verband met de althoudende mutatie van de gemeenten, lost u met één groot plan niet op. De eerstvolgende jaren zal er niet meer samengevoegd maar afgesplitst worden. U ziet het verleggen van de problemen: een eeuwig herhalen van de geschiedenis. De enige goede politieke weg, heb ik vooraan in mijn betoog aangewezen, het is de weg van de geleidelijkheid.

Wat het globaliseren betreft, heb ik u daareven ook gesproken over de personalisering van de gemeente. U hebt een enige gelegenheid laten voorbij gaan, Mijnheer de Minister, om in dit hele fusiegeval de zo geroemde inspraak van de basis zijn recht te geven.

Na de consultaties van de provincies en de gemeenten zijn er gemeenten geweest die veel verder zijn gegaan, en hun bevolking hebben geconsulteerd onder de vorm van referendums of het invullen van vragenlijsten.

Ik ga u het voorbeeld noemen van Oevel waar een dergelijke volksraadpleging volgende uitslag gaf: 93 pct. van de stemmen was tegen, 3,71 pct. voor de fusie welke u voorstelde, Mijnheer de Minister. Diezelfde bevolking werd het volgende gevraagd: Indien de gemeente Oevel tocht moet fusioneren naar welke fusie gaat dan uw voorkeur? Met 65 pct. van de stemmen heeft de bevolking zich uitgesproken voor een samenvoeging met Olen. Nu zou ik u met aandrang willen verzoeken, Mijnheer de Minister, mij op de volgende vraag te willen antwoorden. Met welke motivering bent u erin geslaagd toch een fusie van Oevel met Westerlo voor te stellen niettegenstaande al deze raadgevingen die dan toch vanuit de basis van de bevolking zelf zijn gekomen? Dit is een van de vele adviezen die u normaal hadden moeten bewegen, om er gevolg aan te geven. Door uw globalisering hebt u zoveel adviezen genegeerd die zijn gesproken uit een democratische inspraak van de bevolking.

Wat de administratieve opdracht van de gemeente aangaat heeft u te veel belang gehecht aan de administratieve opdracht van de gemeente. In sommige gevallen zullen logge administratieve mastodonten ontstaan, waartegen de man in de straat zich zo luttel gaat voelen dat hij er zich niet meer thuis gevoelt. De hoofdplicht van een gemeente er zeker een Belgische gemeente is een loofgemeenschap te vormen naar menselijke maat, waar het sociale, het culturele, het economische facet moet primeren.

Wanneer er bijvoorbeeld bij de vaststelling van nieuwe grenzen bepaalde natuurlijke scheidingen redelijkerwijze als richtinggevend, bepalend of als normerend worden vastgelegd, dan moet dat consequent gebeuren. Stroom, rivieren en waterlopen waren vroeger de meest natuurlijke scheidingen tussen twee gemeenten. Als natuurlijke scheidingen tussen twee gemeenten zijn er echter nieuwe factoren bijgekomen in vergelijking met de periode waarin velen van onze gemeenten zijn ontstaan. Men moest in de veertiende of vijftiende eeuw geen rekening houden met kanalen, autosnelwegen, spoorwegen. Dat zijn obstakels die de mens van de negentiende en twintigste eeuw heeft opgetrokken maar waarmee vandaag terecht moet rekening worden gehouden, zeker nu de gemeenten aan een herstructurering toe zijn. Maar dan moet men dat weer met de nodige ernst doen, Mijnheer de Minister. Ik wil dit opnieuw illustreren met voorbeelden.

Eerst is er het voorbeeld Ravels, ik heb het daarstraks aangehaald, die mastodont-gemeente. Ravels wordt in het zuiden doorsneden door het kanaal Schoten-Turnhout-Dessel. Per toeval liggen twee kleine deeltjes van Oud-Turnhout aan de noordkant van het kanaal, dus langs de kant van Ravels, en een klein stukje van Ravels ligt ten zuiden van het kanaal. Mijnheer de Minister, u stelt daar een grenswijziging voor. U wilt de twee stukjes van Oud-Turnhout bij Ravels voegen, maar het stukje van Ravels bij Oud-Turnhout voegen is blijkbaar te veel. Dat is niet redelijk.

Dan neem ik het voorbeeld Herentals, dat u adviseerde grenscorrecties aan te brengen. In Herentals werd een industriepark van 125 hectare

opgericht, waar vijf gemeenten op uitmonden. Die vijf gemeenten hebben zeggenschap over dat industrieterrein. U weet wat dat betekent inzake infrastructuur, politie, enz.

Mijnheer de Minister, u stelt daar een fusie voor met de gemeenten Noorderwijk, Morkhoven, die zes à zeven en negen kilometer van Herentals verwijderd liggen, en dan nog over twee kanalen, een autosnelweg en een ringlaan rond Herentals. En toch stelt u die fusie voor alleen om electorale redenen.

U heeft zware denkfouten gemaakt, Mijnheer de Minister, ik heb u enkele tips en enkele wenken gegeven om deze fouten te herstellen, de tijd is er nog voor, om dit te doen, indien de goodwill er is dan kan dat nog. Dit debat leert ons echter dat de meerderheid zwijgt. Is dit haar opgelegd of hebben zij de gelegenheid gekregen om al hun zaken vooraf te regelen? Daardoor komt het, dat we hier vandaag bezig zijn aan een dovemansgesprek. Het sterkt mij in mijn overtuiging, dat uw plan volledig en uitsluitend stoelt op electorale berekeningen.

Indien dit ontwerp van wet haar uitwerking zou krijgen, zal minister Michel de twijfelachtige eer genieten een wet te hebben ingevoerd, zonder dat het bewezen is, of bewezen kan worden, dat de gevolgen ervan gunstig zullen zijn voor de bevolking, of zekere voordelen zal bieden in verband met de bestuurbaarheid van de gemeenten.

Londen, New York, Tokio, zijn grote steden. De bevolking van elk van deze steden is zo groot als deze van geheel België. In uw fusieplan heeft u één artikel verkeerd opgesteld, dat is het eerste artikel.

De heer Maes. — Het tweede artikel is ook niet goed, Mijnheer Van Nooten.

De heer Van Nooten. — ... Dat eerste artikel had als volgt moeten luiden: «Vanaf 1 januari 1976 vallen de grenzen van de gemeente Virton samen met de grenzen van België.» U had dan één groot Virton gehad en het fusieprobleem was voorgoed van de baan geweest. (*Applaus op de socialistische banken en op sommige banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai eu l'occasion d'intervenir brièvement il y a deux jours, pour dire au ministre de l'Intérieur ce que je pensais de l'œuvre de fusion dans son ensemble. Je voudrais aujourd'hui, indépendamment du problème déjà évoqué des absences de consultations et de recours au Conseil d'Etat ou de l'impossibilité d'amender les textes, parler d'un problème qui me paraît plus important parce qu'il se pose au-delà de la discussion que nous menons aujourd'hui. Je veux parler des fusions de communes dans la périphérie.

Pourquoi ce problème va-t-il beaucoup plus loin que le débat lui-même? Parce qu'il touche directement aux intentions exprimées par le gouvernement, dans sa déclaration, de mettre fin aux difficultés créées par le contentieux communautaire et qui, actuellement, sont aussi bien d'ordre social et économique que d'ordre linguistique proprement dit.

Le gouvernement s'était engagé à rétablir les conditions favorables à un dialogue communautaire; le Premier ministre l'a rappelé fréquemment. Je tiens à vous dire que nous en sommes absolument partisans; nous souhaitons que ce dialogue ait lieu rapidement. Mais, dans l'hypothèse où vous le désirez également, une seule alternative était possible: ou bien, pour la périphérie, on décidait d'attendre, on choisissait le statu quo et l'on abordait la discussion dans son ensemble, ou bien, si l'on voulait vraiment modifier déjà la situation, on consultait la population et on lui demandait d'exprimer sa manière de considérer l'avenir.

Vous avez été saisi d'avis négatifs de conseils communaux, quelles que soient d'ailleurs les majorités linguistiques qui s'y dégagent; vous n'avez eu l'accord ni de la commune de Beersel, ni de celle de Woluwe-Saint-Etienne, ni de celle de Sterrebeek, pour ne citer que ces trois communes où les problèmes sont tout à fait différents. Vous aviez là une occasion unique de faciliter le dialogue communautaire, si vous aviez l'intention réelle d'en terminer avec les vrais problèmes qui nous divisent et qui, bien que fondamentaux, ne sont certainement pas les seuls dans ce pays. Cette occasion, hélas! vous ne l'avez pas saisie.

Et pourtant, vous avez pris simultanément d'autres mesures dont vous voudriez prétendre qu'elles étaient destinées précisément à faciliter la tâche; je parle notamment de la suppression des fédérations périphériques. De grâce, Monsieur le Ministre, ne prétendez pas que la suppression des fédérations de communes périphériques était demandée par nous.

Dans ce domaine aussi nous avons clairement préconisé d'attendre, non pas que nous soyons des partisans des fédérations — vous le savez fort bien — mais nous pensons que tous ces problèmes doivent être résolus globalement. En réalité, nous éprouvons un peu le sentiment que, si les fédérations de communes périphériques disparaissent, bien

que vous eussiez marqué, à l'époque — et nous vous en étions reconnaissants — une certaine compréhension du problème, c'est parce que, hélas ! au Conseil des ministres, vous avez dû vous incliner devant l'avis d'une de vos collègues. Dès lors, pour vous, le problème devenait évidemment gênant.

Ce n'est pas le seul cas d'ailleurs. Je me tourne ici vers le P.S.C. francophone de Bruxelles qui a dû s'incliner devant les décisions de M. Nothomb comme vous l'avez fait au Conseil des ministres.

Voilà encore une des preuves de l'absurdité de ce système où l'on discute tout à la fois. Je crains qu'on ait laissé échapper une occasion magnifique de placer un chapitre en dehors des vaines discussions habituelles et de confirmer une volonté du gouvernement tout entier.

Que faites-vous alors ? Vous imposez une carte forcée et vous noyez des communes, qui ne le désirent absolument pas, dans de nouveaux ensembles. Vous donnez ainsi satisfaction à des revendications d'une partie du pays par opposition à l'autre. Ce n'est pas un dialogue, c'est un ultimatum. Nous ne pouvons vous suivre sur ce terrain.

Pourtant, une autre occasion vous avait été donnée, très curieusement d'ailleurs, par l'arrêté royal lui-même. Vous avez fait un excellent rapport en préambule à cet arrêté, Monsieur le Ministre. Vous avez très bien expliqué les complications inhérentes à la région d'Anvers. Vous avez démontré pourquoi, pour des raisons sociologiques, industrielles, d'une région d'ortoir pour des travailleurs qui n'ont pas les mêmes moyens, aussi pour des raisons culturelles et d'immédiate approche, il était nécessaire d'attendre; le Rassemblement wallon vous avait d'ailleurs à juste titre demandé d'attendre, comme pour Anvers, qu'on en arrive à une solution pour Bruxelles. Tous les arguments que vous avez si magnifiquement mis en valeur pour la région d'Anvers sont applicables à la région de Bruxelles.

Les communes qui nous entourent, pour des raisons industrielles, économiques, de résidence, sont directement dans le noyau de la région bruxelloise. Il se fait que vous refusez d'étendre cette capitale, même sur le plan socio-économique, alors que vous avez accepté, dans les mêmes conditions et de la même façon, d'étendre, à très juste titre d'ailleurs, la région d'Anvers.

Quand vous entérinez ainsi les désirs des uns en écartant d'emblée ceux des autres, comment voulez-vous que nous puissions avoir une confiance quelconque dans l'avenir et marquer notre accord sur votre projet ? Comment ne comprenez-vous pas que l'union, à laquelle nous aspirons tous, ne se fera qu'en discutant, en permettant à chacun d'exposer tous ses arguments, en consultant les populations, et celles de la périphérie en particulier ? Pour nous, le respect de la volonté de la population est finalement le seul moyen d'aboutir à une solution concrète.

On a beaucoup discuté, Monsieur le Ministre, à propos de votre qualité de Gaumais ou d'Ardenais. Permettez-moi de vous dire aujourd'hui, simplement, que vous êtes à mes yeux un membre de la communauté française de ce pays, que les intérêts des habitants francophones doivent vous tenir à cœur et que j'ai, hélas ! le sentiment que vous les avez oubliés. (*Applaudissements sur les bancs du F.D.F.-R.W. et sur certains bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Persyn.

De heer Persyn. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, waarde collega's, ter gelegenheid van de bespreking van het hoofdstuk « Beleid van het gemeentewezen » wil ik inpikken op een paar problemen in verband met de gemeentelijke gang van zaken en dan vooral met onze landelijke gemeenten.

Ik wil hier herinneren aan twee parlementaire vragen.

Mijnheer de Minister, ik heb u op 5 maart jongstleden een parlementaire vraag nr. 90 gesteld verschenen op bladzijde 1019, in het nr. 25 van het bulletin *Vragen en Antwoorden* betreffende de stijging of de vermindering van het aantal personeelsleden naar aanleiding van de fusies van gemeenten die geschieden tussen 1970 en 1973. Het aantal personeelsleden heeft immers weerslag op de gang van zaken in het algemeen en op het budget in het bijzonder. Aan de hand van uw antwoord zijn wij tot eigenaardige vaststellingen gekomen. Ik vraag mij af hoe de voogdijoverheid staat ten aanzien van die vermindering of verhoging van het aantal personeelsleden en ten aanzien van de financiële gevolgen ervan voor de gemeenten.

Ik zal mij beperken tot een paar cijfers :

Een eerste voorbeeld is dat van de gemeente Kluisbergen. In 1970 waren er door de betrokken samengevoegde gemeenten vijftientwintig personeelsleden tewerkgesteld. Drie jaar later waren het er nog drieëntwintig.

Een van de sterkst uitgesproken voorbeelden is dat van de gemeente Munkzwalm : vóór de fusie tweeëntwintig personeelsleden; na drie jaar fusie slechts veertien.

Blankenberge : vóór de fusie 165, maar na drie jaar fusie was het aantal personeelsleden tot 194 gestegen.

Een toppunt is wellicht het voorbeeld van de stad Brugge : vóór de fusie 859; na drie jaar fusie 1110.

Knokke-Heist : vóór de fusie telden de betrokken samengevoegde gemeenten in totaal 388 personeelsleden, na de fusie waren het er nog slechts 364.

Mijnheer de Minister, er is iets dat ik niet begrijp. Hoe komt het dat de voogdijoverheid toelaat dat na de fusie in sommige gemeenten het aantal personeelsleden wordt opgevoerd terwijl in andere gemeenten dat aantal wordt beperkt ? Wordt ter zake de bevoegdheid volledig aan de gemeentelijke overheid overgelaten ?

De tweede parlementaire vraag waarop ik wil wijzen is vraag nr. 147 van de heer Lambiotte, verschenen in het bulletin nr. 4 *Vragen en Antwoorden*, op bladzijde 161. Deze vraag hield verband met de vestiging van administratieve zetels in de gemeenten na de fusies.

Ik geef een voorbeeld ter illustratie. Wanneer na 1976-1977 de gemeenten die bij de kern worden gevoegd de meerderheid zouden uitmaken en beslissen de administratieve hoofdzetel te bouwen in een veraf gelegen randgemeente waar hij helemaal niet thuishoort, welke actie kan de voogdijoverheid dan ondernemen om daaraan paal en perk te stellen en de financiële lasten die uit zulke handelwijze zouden voortvloeien, in te dijen ?

Mijnheer de Minister, waar wordt er het beste werk geleverd ? In kleine administratief degelijk uitgebouwde kernen waar geen massa personeel aan het werk is, waar een goede controle en een goede algemene gang van zaken nog mogelijk is. Niemand kan mij ervan overtuigen dat met een grote massa personeelsleden — er zijn entiteiten met duizend personeelsleden — nog een degelijk overzicht mogelijk is, wat tot gevolg heeft dat zo een openbaar bestuur niet kan worden beheerd als een privé-bedrijf, wat nochtans wenselijk ware.

Het verheugt mij dat de minister bevoegd inzake R.T.T. aanwezig is, want dit geldt ook voor die administratie. Op het platteland zegt men dat wanneer drie werklieden met een riek of een spade aan het werk zijn, er dan ten minste drie staan bij te kijken. In de openbare besturen, met hun massa personeelsleden, komt men tot een gelijkaardige toestand.

Enkele woorden nu in verband met de moeilijkheden van de coördinatie van het werk. Vele personeelsleden lopen verloren waardoor de arbeidsprestatie onvermijdelijk zeer klein zal worden. Het gaat niet op de werkmethode in de openbare besturen te vergelijken met de rationele werkmethode die gebruikelijk is in het bedrijfsleven. Men spreekt van wanbeheer in een bedrijf wanneer er een gebrek is aan coördinatie van de verschillende te verdelen taken.

Al de taken die de gemeentelijke mogelijkheden overschrijden, zullen door de intercommunes moeten worden uitgevoerd, precies zoals nu bijvoorbeeld de huisvuilverbranding, bepaalde taken van maatschappelijk werk, toezicht en controle bij de oprichting van belangrijke nutsvoorzieningen zoals zwembaden en sporthallen. Immers, de intercommunes, en zij alleen, beschikken over het nodige geschoolde personeel.

Mijnheer de Minister, er is in de gewestplannen ten opzichte van de nieuwe te fusioneren gemeenten, helemaal niets te vinden over een coördinatie in de nutsvoorzieningen. De beslissingen die zullen worden getroffen bij ministerieel of koninklijk besluit leggen de gemeenten vast in een beleidsstructuur en hun planmogelijkheden tot in 1980.

Ik geef een voorbeeld uit mijn eigen streek. Voor een nieuwe gemeente die 12 000 à 13 000 inwoners zal tellen, is er in de gewestplannen niets voorzien wat een industriële of ambachtelijke zone betreft en evenmin iets wat de toekomstige woonbehoeften aangaat.

Een andere gemeente uit de omgeving die na de fusie ongeveer 6 500 inwoners zal tellen, heeft een industriële en ambachtelijke zone met mogelijkheid tot uitbreiding tot circa 25 hectare. Die zones zijn gelegen in de twee kernen die zullen worden samengevoegd. Dat gaat toch niet op. Op die manier beperkt men tot 1980 de leefbaarheid van een nieuwe entiteit, die tweemaal zo groot is als de andere. Dit heeft zware gevolgen voor de eerstvolgende jaren omdat men de expansiemogelijkheden van een nieuwe gemeente beperkt evenals haar inkomsten, bouwmogelijkheden, beslissingen genomen door de nu nog zelfstandige gemeenten met een weerslag voor de woningbouw en de noodzakelijke verjonging van de bevolking. Deze gevolgen zullen een invloed hebben op het handelswezen en tevens op de verjonging en de vernieuwing van de schoolbevolking, wat zeer belangrijk is.

De verdediging van de belangen van de landelijke gebieden zal worden bemoeilijkt daar de agrarische gebieden, die bij een stedelijke kern

worden gevoegd, daar geen inspraak zullen hebben. Ik neem het voorbeeld van de stad Brugge. In de geannexeerde gemeenten Sint-Pieters-Brugge, Lissewege en andere worden wij geconfronteerd met de problemen van de landelijke gebieden inzake verzorging van het wegennet en van de waterlopen. Wij weten immers dat, wanneer wij in onze maatschappij tot een minderheid worden veroordeeld, onze belangen niet worden behartigd. In sterk uitgesproken landelijke gebieden was het goed dat men zelf kon instaan voor de bevrediging van zijn behoeften. De agrarische gebieden zullen aan de rand liggen van de nieuwe entiteiten, ver van de stedelijke kern die alles voor een groot gedeelte zal overheersen. Ik kan dit illustreren met enkele voorbeelden. Toelagen voor de ruilverkaveling van de gemeentelijke openbare besturen, kunnen slechts worden verleend op initiatief en bij beslissing van de gemeenteraad.

In welke stad zal men een degelijke toelage willen verlenen voor de ruilverkaveling van een agrarisch gebied dat voor de stad niet interessant is? Deze vraag zal dikwijls ook geen gehoor vinden wegens een gebrek aan degelijke inspraak in de gemeenteraad.

De heer Vandewiele. — Mijnheer Persyn, ik luister met veel belangstelling naar uw betoog dat, mijns inziens, onze aandacht verdient. Mag ik u dan even een vraag stellen? Als u het voorbeeld van de stad Brugge aanhaalt, zou ik u willen vragen dat u meer gematigd zou zijn in uw beweringen. Het is niet juist dat de stad Brugge het landelijk gebied tussen Zeebrugge en de stad Brugge zou verwaarlozen. U heeft dit ook niet willen zeggen, doch uw betoog zou die indruk kunnen wekken.

Ik ben het met u eens dat een stedelijke agglomeratie geneigd is om de landelijke randgebieden te verwaarlozen.

U mag echter niet beweren dat dit in Brugge het geval zou zijn. De vroegere burgemeesters van Lissewege en Dudzele waken daar angstvallig over. Ook de oppositie wijst er tijdig op dat men eveneens de landelijke gebieden moet betrekken in het welzijnsbeleid.

De heer Van Hoeylandt. — In Brugge luistert men blijkbaar naar de oppositie. Dat is hier niet het geval.

De heer Persyn. — Mijnheer Vandewiele, ik dank u voor uw opmerking. Zij kan er enkel toe bijdragen in de toekomst de aandacht sterker te vestigen op het probleem.

Ik wil nog een ander voorbeeld aanhalen, doch ik zal geen stad of dorp noemen. Het betreft de verbetering en de aanleg van de landelijke wegen. Men kan slechts aanspraak maken op een toelage van 35 pct. van het ministerie van Landbouw.

Wegen in stads- of dorpskernen, waarvoor men de toepassing van de wet-Brunfaut kan invoeren, zijn echter 100 pct. subsidiëerbaar. Op dit voordeel wordt door de gemeentebesturen gretig ingepikt. Voor werken die ressorteren onder het ministerie van Openbare Werken kan men een beroep doen op een subsidie van 60 pct., doch voor de landbouwwegen bedraagt de toelage echter slechts 35 pct. Dan is het normaal dat men meer aandacht besteedt aan die elementen welke voor de gemeentekas het gunstigst zijn.

Die hogere toelage brengt op termijn ook nog meer op. Als bijvoorbeeld het aantal woningen in een gemeente toeneemt, stijgt ook automatisch de kadastrale waarde van de gemeente.

Wat zal gebeuren met de subsidiëring van de buurtwegen voor groot verkeer, waarvoor men op het ogenblik het principe huldigt dat de wegen die een belangrijke verbinding vormen tussen twee bestaande gemeenten, subsidiëerbaar zijn voor 60 pct.? Blijft dit basisprincipe behouden? Ik vestig hierop speciaal de aandacht, want dat is belangrijk, omdat de gemeentegrenzen verlegd worden.

Over de verenigingen zonder winstoogmerken heb ik reeds gehandeld bij de bespreking van de begroting van Binnenlandse Zaken. Ik kom daar nu niet uitgebreid op terug, maar ik geef wel uiting aan mijn vrees dat de gemeenteraden in de toekomst een soort karikatuur zullen worden die hun initiatieven, en dus ook de financiële weerslag ervan, voor een flink deel afwentelen op die verenigingen zonder winstgevend doel, en de eigen initiatieven en verantwoordelijkheid totaal verwaarlozen.

Mijnheer de Minister, wat met de nieuwe gemeentewet? Dat het ontwerp van de Vereniging voor steden en gemeenten voorbijgestreefd is, zal iedereen wel erkennen. Als er nieuws uit de bus komt — voor mijn part liefst zo spoedig mogelijk — hoop ik dat de belangrijkste opties tijdig aan het Parlement zullen worden medegedeeld.

In veel gemeenten kan men het beleid niet scheiden van het bestaan van intercommunalen. Ik handel niet over de structuur ervan die voor kritiek vatbaar is doch wens het nut van het actiefeld van de intercommunalen, in coördinatie met het gemeentebestuur, te belichten. Allereerst breng ik hulde aan tal van Westvlaamse intercommunale instel-

lingen — omdat ik deze het best ken — zoals de W.I.M., W.I.T.A.B. en W.I.E.R. die ik als voorbeeld stel van nuttige en noodzakelijke nevenstructuren, die niet meer kunnen worden weggedacht uit het gemeentebestuur.

Mijnheer de Minister, van het kleine kapittel van de landelijke problemen maakt ook deel uit het onderhoud van de waterlopen en de wetgeving hierop. Tot nu wordt het algemeen principe aanvaard dat zodra een waterloop de grens van een gemeente overschrijdt, hij verandert van categorie. Die waterloop gaat dan van de derde naar de tweede categorie en valt ten laste van de provincie.

Wanneer de gemeentegrenzen worden verlegd, wat zal er dan gebeuren op dit vlak? Welke norm zal worden toegepast, wat zal de financiële weerslag zijn, hoe zal de controle gebeuren? Of zullen deze landelijke waterlopen eenvoudig worden verwaarloosd of de kosten ten laste gelegd van de aangelanden?

Op welke basis zullen de vergunningen worden verstrekt voor hinderlijke inrichtingen? In de landelijke gemeenten kent deze procedure een vrij gemakkelijk verloop. De maximumtermijn is dertig jaar en wordt meestal verleend. In verstedelijkte gemeenten echter worden slechts voor een termijn van vijf of tien jaar maximum vergunningen afgeleverd voor hinderlijke inrichtingen met een landelijk karakter.

Dit is zeer gevaarlijk voor de investeringen die in onze landbouwsector worden verricht.

Ik wens ook zeer kort uw aandacht te vestigen op het nijpend probleem van de verdeling van de lasten. Ik kan niet anders dan herhalen wat ik verleden week ter gelegenheid van de bespreking van de begroting van Binnenlandse Zaken reeds heb gezegd. Voor het ophalen van het huisvuil wordt reeds in de gemeentebegrotingen een aanzienlijk tekort genoteerd ten opzichte van de inkomsten. De totale lasten van de huisvuilverwijdering, het vervoer en ook van de afdekking van onze vuilnisbelten zijn zeer hoog. Zonder te spreken van de verbrandingsovens, waarvoor de kosten kunnen oplopen tot 1000 frank per inwoner. De heer Wijninckx heeft hier zelfs het cijfer van 1800 frank per gezin geciteerd.

Wat de waterdistributie betreft, is er op de begroting van onze gemeente, die 7200 inwoners telt, een tekort van ongeveer één miljoen. Dit tekort zal door de belastingbetalers worden gedragen. Vele mensen zullen dus betalen voor een dienst waarvan zijzelf geen gebruik kunnen maken.

Wat zal er gebeuren wanneer een landelijk gebied bij een stedelijke kern wordt gevoegd en wanneer dit landelijk gebied in de nieuwe raad vrijwel niet aan bod kan komen, door haar beperkt aantal raadsleden? Deze problemen zullen eenvoudig over het hoofd worden gezien. De overheid zal die gemeenten dan ook een bepaalde beslissing moeten opleggen, want anders wordt de toestand onhoudbaar of bepaalde besluiten treffen, tot bescherming van de minderheden.

Wat zal er gebeuren met de grenscorrecties? Zullen de gemeenten het achteraf, na de fusie, onder elkaar moeten uitvechten? Ik meen dat het voor de goede gang van zaken en in vele gevallen van belang is dat buurgemeenten rustig naast elkaar kunnen leven, met alle nut dat daaraan verbonden is voor gezamenlijke opdrachten. Het is gevaarlijk dat gemeenten onder elkaar grenscorrecties zouden oplossen, met als gevolg dat een deel van de bevolking de speelbal zou worden van deze ingreep.

Tot slot ben ik van oordeel dat de bestuurskracht wordt gemaakt of gekraakt door degenen die de opdracht hebben gekregen een beleid te voeren. Het valt niet te loochenen dat men in kleine eenheden gemakkelijker contacten heeft en meer met het volk samenleeft dan in grote eenheden, en ook dat in kleine eenheden meer wordt gepresteerd.

Een schoon voorbeeld daarvan vindt men in het cultuurleven. Alle culturele verenigingen zijn het ermede eens dat in verstedelijkte gebieden het gemeenschapsleven als onbestaand moet worden beschouwd.

De gemeenten die sterven moeten u groeten, Mijnheer de Minister. Het kan niet anders, maar dit zal ongetwijfeld gepaard gaan met zekere haatgevoelens. In Vlaanderen schreeuwt men het van de daken: een Franstalige heeft het ons weer gelapt!

Zullen we leven omwille van papieren motieven of om als mens, menselijk te kunnen blijven? (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Poffé.

M. Poffé. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, il a été tellement écrit et discouru sur le plan Michel, plan des fusions de communes, qu'il peut paraître superflu à certains de revenir sur un sujet qui semble a priori ne guère les concerner.

On peut cependant, sans crainte de se tromper, affirmer qu'une grosse majorité de notre population s'inquiète de son devenir dans les communes aux dimensions inhumaines qui sortiront de ce plan Michel.

Jamais, en tout cas, depuis la loi unique, projet de loi n'aura soulevé pareil concert de mises en garde, de protestations et de levées de boucliers.

Aussi, nous sommes tous concernés.

C'est que, un certain paradoxe veut qu'à une époque où la voiture et l'avion ont mis n'importe quelle partie du monde à notre porte, nous percevons mieux peut-être qu'à toute autre période de notre histoire, que la commune est, après la famille, la cellule vitale de notre civilisation et de notre système politique.

Et c'est précisément cette cellule que le plan Michel risque de désintégrer inexorablement. En noyant nos populations dans des ensembles aux proportions démesurées, il leur imposera une manière d'être anonyme qui cadre mal avec les intentions cent fois claironnées de nos dirigeants d'associer le plus grand nombre de citoyens à la gestion des affaires publiques et à les rapprocher ainsi du pouvoir.

La preuve est faite d'une manière péremptoire que l'on aboutira au résultat inverse en éloignant précisément les administrés de leurs mandataires.

Ce n'est pas dans ces comités de quartiers sans pouvoir réel, prônés par le P.S.C. que le citoyen trouvera l'audience qu'il avait de son maître ou chez son échevin.

Le manifeste du P.S.B. sur la fusion des communes est d'ailleurs un avis politique, un avis de combat parce que la proposition de résolution a été repoussée par la majorité :

« Profondément attaché à la réalisation d'une société démocratique capable de satisfaire les besoins individuels et collectifs de la population dans le respect des libertés fondamentales, le parti socialiste belge considère que les villes et les communes ont un rôle primordial à jouer pour assurer à tous le bien-être et l'épanouissement social et culturel.

» En contact direct et permanent avec la population, elles ne sont pas seulement l'élément de base de la structure administrative du pays; elles ont aussi — et surtout — à répondre aux aspirations de leurs habitants en organisant et en mettant à leur disposition, les services qu'ils sont en droit d'exiger d'une société moderne.

» Les entités locales doivent être réorganisées en conséquence et disposer des moyens matériels et financiers indispensables pour remplir cette mission et celles, de plus en plus nombreuses, qui leur sont confiées par le pouvoir central.

» Le parti socialiste belge est donc favorable à la restructuration des communes, pour autant que cette réforme se fasse selon des critères objectifs et qu'elle s'opère en accord étroit avec les communes concernées.

» Le parti socialiste belge constate que le programme de fusions mis au point et défendu par le ministre de l'Intérieur, M. Michel, ne répond pas à ces conditions.

» Le ministre de l'Intérieur viole la législation en vigueur :

— En ne tenant aucun compte des avis émis par les conseils communaux; 1 390 villes et communes sur 2 333, soit 59,57 p.c., s'étant prononcées contre les fusions proposées;

— En refusant de respecter la compétence consultative des conseils régionaux créés par la régionalisation provisoire imposée par le gouvernement lui-même;

— En ne soumettant ni ses arrêtés, ni ses projets de loi à l'avis du Conseil d'Etat; il foule ainsi aux pieds la démocratie, essentiellement dominé par des préoccupations partisans.

» Pour toutes ces raisons, le parti socialiste belge repousse le plan Michel et le dénonce comme une agression perpétrée contre les villes et les communes et, par-là même, contre les populations locales.

Le gouvernement et sa majorité refusent donc le dialogue avec l'opposition et portent ainsi l'entière responsabilité de ce refus.

Un autre document à verser également au dossier des fusions est la motion adoptée récemment par le conseil d'administration de l'U.C.V.B., dont la teneur est la suivante :

« ... La réalisation des fusions y était clairement subordonnée aux conditions suivantes :

— Information suffisante des administrations communales et de la population;

— Propositions de fusions basées sur des études préalables et appuyées sur un consensus aussi large que possible des communes directement concernées;

— Examen sérieux des arguments et contre-propositions des communes;

— Réalisation des fusions sur base des critères objectifs, au départ des milieux de vie naturels, économiques et sociaux;

— Mise à la disposition des communes fusionnées de moyens financiers suffisants afin de pouvoir faire face aux dépenses supplémentaires inévitables, conséquences de la fusion;

— Publication préalable d'un arrêté royal sur les garanties au personnel en matière de statuts pécuniaire et administratif;

— Large décentralisation de compétences vers les nouvelles communes. Ces cellules de base de notre système démocratique doivent devenir plus que jamais un niveau de pouvoir important, autonome et décentralisé;

— Adaptation des règles de fonctionnement fixées par la loi communale et révision des règles de tutelle administrative.

» Dans ces conditions, l'U.C.V.B. insiste tout particulièrement sur les points suivants :

» 1. Attendu que l'arrêté royal ou les arrêtés royaux de fusion ne correspondent pas toujours aux propositions qui ont été soumises à la consultation des communes ou aux contre-propositions proposées par celles-ci, le conseil d'administration demande que le problème d'une nouvelle consultation des communes se trouvant dans ce cas, soit soumis à l'avis au Conseil d'Etat.

» 2. Attendu que la loi du 23 juillet 1971 prévoit que les fusions doivent être justifiées par des considérations d'ordres géographique, économique, social, culturel et financier, le conseil d'administration demande que les arrêtés royaux de fusion soient assortis de justifications spécifiques, complètes et claires.

» 3. Attendu que la loi du 23 juillet 1971 prévoit une aide financière de 15 p.c. pendant les cinq premières années et de 10 p.c. pendant les cinq années suivantes, pour les communes fusionnées ainsi qu'une possibilité d'aide exceptionnelle, le conseil d'administration demande que les garanties financières inscrites dans la loi du 23 juillet 1971 soient respectées et qu'un emprunt de consolidation soit prévu pour les communes fusionnées.

» 4. Etant donné l'importance du rôle du personnel communal dans la réalisation des fusions, le respect des droits acquis et la nécessité de tenir compte des inquiétudes légitimes du personnel à cet égard, le conseil d'administration demande que le projet d'arrêté royal sur le sort du personnel soit porté sans tarder à la connaissance des intéressés et de leurs organisations professionnelles et syndicales et que l'arrêté royal soit publié avant l'adoption par le Sénat de la loi sur les fusions.

A l'examen de la nouvelle Belgique des communes dessinées par le plan Michel, je ne peux m'empêcher d'établir un parallèle entre les agissements du P.S.C.-C.V.P. et la diabolique manœuvre qui valut à de Gaulle d'assurer une écrasante majorité à l'U.D.R. suite à un habile redécoupage des circonscriptions et à la modification des lois électorales en 1962.

On ne peut s'y tromper en effet, c'est en vain que l'on recherche les principes et les critères qui ont pu guider M. Michel dans l'élaboration de son funeste plan de fusions, et l'on est bien forcé de faire un constat : toutes les solutions varient en fonction des intérêts P.S.C.-C.V.P. des situations locales et dans une mesure dérisoire, il est quelquefois fait droit aux desiderata d'un Rassemblement wallon et d'un P.L.P.

M. Knoops, Secrétaire d'Etat, adjoint au ministre des Affaires économiques. — N'êtes-vous pas capable de gérer de grandes communes ?

M. Meunier. — Parlez-vous, Monsieur le Secrétaire d'Etat, au nom du P.S.C. ou du Rassemblement wallon ?

M. le Président. — Veuillez ne pas interrompre l'orateur, Monsieur Meunier. Je prie M. Poffé de poursuivre son exposé.

M. Poffé. — En un mot comme en cent, le plan Michel aura pour effet d'atténuer la menace socialiste en Flandre, fief traditionnel du C.V.P., et de figer le P.S.B. sur ses positions de force en Wallonie au profit du P.S.C.

Un quotidien régional s'est livré, il n'y a guère, à une édifiante étude des fusions de communes dans laquelle je me permets de puiser quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes.

Dans l'ensemble du pays, nous compterons 1 771 bourgmestres en moins, dont 1 174 en pays wallon et 597 en pays flamand.

Echevins : 2 969 en moins, dont 2 069 en pays wallon et 900 en pays flamand.

Conseillers communaux : 14 046 en moins, dont 8 550 en pays wallon pour 5 496 en pays flamand.

En Wallonie : sur 1 435 communes, il en restera 261, soit 18 p.c.

En Flandre, sur 905 communes, il en restera 308, soit 34 p.c.

En outre, en Wallonie, il restera 14 communes autonomes, contre 91 communes autonomes en Flandre. Parmi ces 91 communes non fusionnées, 40 sont bien sûr situées dans la province d'Anvers, sans parler de la commune d'Edegem.

M. Van Hoeylandt. — Et de Hove aussi.

M. Poffé. — Ensuite, j'ai relevé quelques bizarreries qui ont trait aux fusions de communes et à la loi électorale. C'est ainsi que je prends quatre cas spéciaux pour la région wallonne : Tournai avec 69 820 habitants, comptera 39 conseillers communaux, soit un conseiller pour 1 790 habitants. Namur avec ses 97 784 habitants aura 45 conseillers communaux, soit un pour 2 172 habitants. Charleroi avec 234 539 habitants et Liège avec 229 494 habitants compteront 51 conseillers communaux chacune, soit un conseiller pour plus de 4 500 habitants. Je prendrai pour exemple maintenant un cas plus spécial qui nous intéresse plus particulièrement, nous, sénateurs de la région de Charleroi. Le grand Charleroi avec ses 234 000 habitants et ses 51 conseillers communaux, aura un rapport de 1/4 598 habitants. Je me répète, mais cela a son importance. Vous n'ignorez pas, Monsieur le Ministre, que Charleroi est la ceinture rouge de fortes communes à majorité socialiste. Vous avez créé une petite ceinture verte, qui, en réalité, est jaune avec trois entités : Mellet, Montignies-le-Tilleul et Gerpinnes. Mellet avec 7 200 habitants aura 19 conseillers communaux. Montignies avec 10 000 habitants aura 21 conseillers et Gerpinnes avec 9 000 habitants aura également 21 conseillers communaux, à elles trois, pour 26 000 habitants, 61 conseillers communaux, soit 10 en plus que la ville de Charleroi.

Dans une perspective de la représentation provinciale ou nationale, c'est un écrasement total de l'ancienne ceinture rouge de Charleroi, c'est un gonflement anormal de la nouvelle ceinture verte.

Par corollaire, il saute aux yeux qu'un mandataire, conseiller ou échevin, pourra représenter un nombre de voix allant du simple au double ou au quadruple, selon la région ou la ville qui l'élit.

Comme bien l'on pense, la grosse majorité des communes, 1 390 contre 943 aux dernières nouvelles, ont fait savoir au gouvernement qu'elles étaient opposées aux fusions telles qu'elles sont actuellement conçues.

Mais le gouvernement entend passer outre de ces avis. Son attitude relève du cynisme ou de l'inconscience.

Je tiens d'ailleurs pour certain, qu'en dépit de ces maquignonnages, l'équipe au pouvoir serait mise en minorité si elle laissait la liberté de vote à ses troupes lors du prochain examen du projet de loi par le Sénat.

La crainte de perdre leur maroquin donnera-t-elle aux représentants des partis au pouvoir l'autorité qu'ils n'ont pas pour imposer efficacement un vote de discipline ? Nous le saurons bientôt.

Un des *leitmotive* du plan Michel est que les grands ensembles seront plus viables financièrement, mais chacun de nous sait qu'en additionnant deux ou plusieurs faillites, on n'obtiendrait encore qu'une faillite.

Pressé de dire quelle mesure il envisage pour assainir la situation des communes qui seront « dans le pétrin », le ministre Michel répond : « Fusionnons, on verra après ... »

Mais, dernièrement, à Spa, le congrès P.S.C. a été, lui, beaucoup plus prolix. En substance, on entendit ces messieurs déclarer ceci, à peu de choses près : « Il n'y aura pas d'équilibre financier dans les nouvelles communes sans une augmentation notable de la fiscalité communale. »

A bon entendeur, salut !

Faut-il démontrer, par ailleurs, qu'une fiscalité écrasante n'a jamais été le gage d'une saine gestion ni d'une situation financière stable ?

Tout près de nous, le grand Mons et le grand Bruges se débattaient dans d'inextricables difficultés alors que les taxes y pleuvent.

Permettez-moi de vous parler brièvement de la situation angoissante du personnel communal.

En dépit de leurs nombreuses démarches et de leurs pressions, les syndicats n'ont toujours pas obtenu l'adoption d'un arrêté royal qui devait assurer au personnel communal les garanties qu'il est en droit d'exiger en matière de statuts pécuniaire et administratif.

Si ce préalable n'était pas réalisé avant le vote du plan Michel, ces agents risquent fort d'être livrés, pieds et poings liés, à l'arbitraire d'un gouvernement qui n'hésite pas à fouler aux pieds les libertés démocratiques les plus élémentaires.

Qu'advient-il, dans notre région plus spécialement, des intercommunales qui ont fait si souvent œuvre de pionniers et dont l'efficacité n'a jamais été prise en défaut ?

Que ces associations librement consenties, légalement constituées, grâce notamment à l'apport de capitaux des communes membres, aient besoin, dans certains cas, d'une cure de rajeunissement, qu'elles puissent être dotées de nouveaux moyens, qu'il faille, en un mot, les adapter pour rencontrer les besoins croissants d'une population dont le niveau de vie s'est considérablement élevé dans la dernière décennie, on ne peut le nier.

Mais que les communes qui ont donné vie à ces institutions se voient dépouillées de leurs réalisations et mises sur le même pied que des voisines qui ont dépensé et géré sans discernement, voilà qui bafoue singulièrement la morale.

Il est vrai que le plan Michel se soucie fort peu de cet aspect des fusions dans l'agglomération de Charleroi.

J'irai même plus loin, et je prétends qu'on a voulu délibérément ignorer nos intercommunales, car une étude approfondie portant sur le rendement et les possibilités de ces institutions à Charleroi eût débouché sur la conclusion que nos communes pouvaient fort bien se passer d'être absorbées par une ville, genre tour de Babel, dont les habitants n'auront en commun que l'obligation de remplir le tonneau des Danaïdes qui aura pour nom la fiscalité communale. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Coppieters.

De heer Coppieters. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, reeds van in de dertiger jaren, onder meer bij de werkzaamheden van het Centrum voor hervorming van de Staat, ook in 1961 bij de werkzaamheden voor de grondwetsherziening, en in 1971 werden de fusies of de samenvoegingen nooit los gezien van een totale structuurhervorming van de Staat. Onder meer in de gedachten van degenen die daar althans theoretisch en niet politiek — opportunistisch aan werkten, stond het vast dat de samenvoeging van de gemeenten op zichzelf niets oplost, en dat ook vereenvoudigingen, verlichting van de voordij en het optreden van minder tussenpersonen noodzakelijk waren.

Federalisten zien in dat verband dan ook onmiddellijk leefbare bestuurskrachtige gemeenten, al dan niet federaties, het rechtstreeks verband tot de gewesten, die naar de theorie van de Europese denkers, rechtstreeks zouden te maken hebben met het Verenigd Europa. Wat vandaag uit de bus komt, losgemaakt van dit alles, is op zichzelf reeds een scheefrekkende daarvan.

Het Centrum voor de hervorming van de Staat sprak zich in 1937 uit voor de afschaffing van niet-leefbare gemeenten. U ziet het, de bewoordingen zijn oud; maar de omschrijving hebben wij nog altijd niet gekregen, ook niet van minister Michel. Het doel was de afschaffing van niet-leefbare gemeenten en de schepping van nieuwe entiteiten die administratief krachtig genoeg zouden zijn en die over de nodige middelen én in geld, én in mensen zouden beschikken.

Ik moet er wel onmiddellijk aan toevoegen dat men in 1937 dacht aan het niet kunnen behouden van gemeenten van minder dan 500 inwoners, en dat de stoute idee van die tijd was om van 500 naar 1 000 inwoners te gaan.

In 1937 werd ook reeds de aandacht gevraagd voor administratieve, financiële en fiscale aspecten. Als wij nu zien dat deze aspecten vandaag nog niet opgelost zijn, nu men deze fusies, in plaats van zachtjes aan, per groep, brutaal in totaal wil doorvoeren, wat wil zeggen dat de financiële, de fiscale en administratieve aspecten vijfmaal groter zijn dan wat de hervormers van 1937 in het vooruitzicht stelden, dan mag men toch wel zeggen dat minister Michel op zeer onvoorzichtige wijze tewerk gaat.

Wij kenden eigenlijk vóór de wet van 26 juli 1971 als samenwerkingsvorm alleen de intercommunale verenigingen en wij hebben als federalisten altijd het grootste voorbehoud gemaakt tegenover deze formule omdat zij zeer dikwijls ondemocratische aspecten vertoont.

In juli 1971 werden door de wetgever belangrijke hervormingen doorgevoerd : de wet van 23 juli betreffende de samenvoeging van de gemeenten, de wijziging van hun grenzen en de wet van 26 juli inzake de organisatie van de agglomeraties en de federaties.

Over het plots verdwijnen van die federaties moeten vanzelfsprekend vragen worden gesteld, want alle auteurs die in de zestiger jaren de fusies hebben geplaatst in het groot geheel van de structuurhervorming van de Staat hadden daar, terecht of ten onrechte, hun hoop op gebouwd. Eén zaak is zeker, namelijk wanneer men gemeenten samenvoegt, dan zullen deze gemeenten nog niet in staat zijn om alle opdrachten te vervullen die wij ervan verwachten. Het is onjuist te beweren dat als men twee, drie of vier gemeenten van 2 000 of 3 000 inwoners verenigt tot een gemeente van 8 000, 9 000 of 10 000 inwoners, deze laatste alle opdrachten kan vervullen die in deze tijd worden gesteld.

Daaraan beantwoordde men door federaties te voorzien. De schulden van de federatieontwerpen in de vuilnisbak zijn terechtgekomen, zitten op de banken van de meerderheid maar ook op deze van de vroegere meerderheid in deze Hoge Vergadering.

De heer Maes. — Zeer juist.

De heer Coppieters. — In maart en april 1972 wordt door het departement van Binnenlandse Zaken een uitgebreide studie ondernomen in verband met de fusies en wordt er een werkdokument opgesteld. De heer Van Elslande is op dat ogenblik minister van Binnenlandse Zaken. Het plan geraakt bekend — sommigen beweren door indiscretie — onder de naam « plan-Costard ». Na de val van de regering Eyskens-Cools wordt de heer Close minister van Binnenlandse Zaken. Hij is voorstander van een vlugge doorvoering van het fusieplan en hij wil de gouverneurs en de gemeentebesturen raadplegen. Het raadplegen is in dit debat een volgend hoofdstuk. Ik kom daar nog op terug. Ik beweer dat deze raadpleging niet is doorgevoerd. Wij zullen daarover uitwiden wanneer het in dit debat over de raadplegingen gaat.

Voortbouwend op allerhande documentatie, gemeentelijke beslissingen en besprekingen met de gouverneurs, komt in de loop van 1974 een algemeen werkschema tot stand. Minister Michel neemt eind 1974 het ongelooflijk lichtzinnig besluit deze fusieoperatie in één keer, globaal door te voeren, zonder centen en zonder rekening te houden met de raadplegingen. Het is duidelijk — ik kom daar nog op terug bij de bespreking van het hoofdstuk raadplegingen — dat in de tekst van 1961, hernomen in 1971 men duidelijk dacht in de richting van meerdere koninklijke besluiten. Dit is onweerlegbaar, maar het is nu niet het ogenblik om daar verder op in te gaan.

De samenvoegingen werden dus zowel in de jaren zestig als in 1970-1971 aangezien als een onderdeel van een gehele herstructurering met fusies, agglomeraties en federaties. De overwegingen waarop de voorstellen tot samenvoeging steunen, dienden dus te zijn van geografische, economische, sociale, culturele of financiële aard.

Er werd dan een raadplegingsperiode voorzien, maar altijd in de mening dat deze samenvoegingen een onderdeel zouden vormen van nog andere groeperingen waarbij algemener belangen en taken zouden kunnen worden toevertrouwd aan andere instellingen. Dezelfde hervormers hebben deze federaties plots verwezen naar de vuilnisemmer en de overgebleven randfederaties afgeschaft.

De heer Tindemans zelf, wanneer hij nog geen Eerste minister was, en zijn medewerkers legden er graag de nadruk op dat de herstructurering niet mocht worden gezien als een keuze tussen federatie of fusie, maar dat het wel degelijk ging om federaties én fusies. Deze vaststelling doet heel wat vragen oprijzen. Waarom werd, bijvoorbeeld, de federatiegedachte verworpen?

Is het omwille van de vermindering van de macht van bepaalde intercommunales of vreesde men de vooropgezette idee van de proportionaliteit?

Ik blijf bij die laatste vraag even stilstaan.

Wij kennen het verstikkend systeem waarbij de gemeentelijke meerderheden ook overstappen in intercommunales en regies zodat een heel groot deel van onze bevolking nooit vertegenwoordigd is in belangrijke besluitvormingen. Men dacht voor de federaties aan de proportionaliteit in het bestuurscollege. Is het dat wat de « vuilnisemmer-richting » heeft bepaald? Men zou het zich moeten afvragen.

Men zegt dat de leefbare gemeenten de bevoegdheden die aan de federaties werden toegekend, zoals leefmilieu, bezoldigingen, vervoer van personen, brandweer, 900-diensten, economische expansie, huisvuil, stedenbouw en ruimtelijke ordening, zullen aankunnen. Dat is in vele gevallen niet waar. Ik vraag u even te overwegen of dat taken zijn die gemeenten van 9 000 inwoners, die bijvoorbeeld bestaan uit drie gemeenten van 3 000 inwoners die elkaar niets te bieden hebben, zullen aankunnen. Er zijn ook nog de mogelijke aanleg van wegen, de bevolkingsproblemen, het toerisme, de bevoegdheden in het kader van de decentralisatie, de bevoegdheden uitgevoerd op verzoek van één gemeente en de coördinatie van de gemeentelijke politiediensten.

U merkt zeer goed dat de samenvoegingen maar een onderdeel waren en niet het einde van de beweging, niet zoals het nu wordt voorgesteld. Met en binnen de federaties konden vele leefbare en bestuurskrachtige gemeenten blijven bestaan. Men moet helemaal niet schermen met 8 000 of 10 000 inwoners. Dat heeft met leefbaarheid en bestuurskrachtig zijn niets te maken. Alleen de heel kleine gemeenten — het is gevaarlijk cijfers voorop te zetten maar laten we in een eerste fase spreken over gemeenten met minder dan 2 000 inwoners — krijgen door de samenvoeging de kans deze nieuwe bestuursopdrachten aan te kunnen. Sommige kerngemeenten kregen een uitzicht op een redelijke, maar niet-megalomane fusie.

Mijnheer de Minister, u hebt de raadplegingsdossiers die u hebt ontvangen niet willen inzien. Ik herhaal uw standpunt. U was van oordeel dat alleen rekening moest worden gehouden met « redelijke » tegenvoorstellingen. Honderden gemeenten waarvan er vele met 3 000 à 6 000 inwoners, hebben een zeer goed dossier opgemaakt waarbij heel de bevolking actief werd betrokken. Als tegenvoorstel brachten ze naar voor dat ze leefbaar en bestuurskrachtig waren. Al deze dossiers hebt u ter zijde gelegd. U hebt alle voorstellen met een glimlach weggeveegd, zeggende: ik weet toch dat alle kleine gemeenten zullen zeggen dat ze leefbaar zijn.

Een groot aantal zeer goed opgemaakte dossiers bewees dat honderden gemeenten konden blijven bestaan, zeker nu de nieuwe opvattingen zijn doorgelopen. Die nieuwe opvattingen over leefgemeenschappen, decentralisatie-eigingen en voorbeelden in de nabuurlanden hadden u toch tot meer voorzichtigheid moeten aanmanen. Het is een feit dat momenteel onder meer in Nederland en in Denemarken gezocht wordt naar formules om grote gefusioneerde gemeenten te herleiden naar bescheidenere eenheden die ongeveer zo groot zouden zijn als de gemeenten die door u als te klein worden aangezien.

De problemen in verband met de nieuwe opvattingen die omtrent leefbaarheid en bestuurskracht doorbreken, liggen voor een aantal gemeenten bij hun begroting en niet bij het feit dat men niets deed.

Ik ken het oordeel van vroeger. Niettegenstaande er in Vlaanderen — ik ken de toestand in Wallonië niet — een aantal kleine gemeenten altijd een sluitende begroting of met boni indienden, kon men zeggen dat ze niets deden. Minister Vandekerckhove — hij die verantwoordelijk is voor de hervorming der instellingen — zou eens moeten nagaan hoeveel gemeenten met een klein aantal inwoners sinds 1970 en sommige reeds sinds 1964, alle nieuwe opdrachten hebben uitgevoerd zoals cultuurbeleid, jeugdbewegingsbeleid, enz. en toch een sluitende begroting blijven indienen met de medewerking van heel de bevolking.

De heer Wijninckx. — Zeer juist.

De heer Coppieters. — Voor minister Michel was het zelfs niet de moeite om deze dossiers te bekijken.

De heer Wijninckx. — Ook niet die van deze gemeenten waar zijn partijgenoten aan het bestuur zijn.

De heer Coppieters. — Taktvolle hernieuwers hadden de noodzakelijke fusieoperatie niet op deze wijze doorgevoerd. Machtswillust heeft de gehele herstructurering op de helling gezet. Ik citeer de heer L. Vanhove, die van C.V.P.-strekking is: « Er zijn hervormers die helaas alleen bulldozers schijnen te kunnen hanteren. »

Men heeft de boeiende beschouwingen van Alexis de Tocqueville over het hoofd gezien: « Wat de lagere scholen zijn voor de wetenschap, dit zijn de gemeentelijke instellingen voor de vrijheid. » Dat zijn zij niet alleen voor de vrijheid, maar ook voor de democratie, want de autonomie staat rechtstreeks in verhouding met de financiële kracht.

Kan men met die autonomie iets doen, is de vraag die u hebt gesteld, Mijnheer de Minister. U zit hier naast de minister voor de Hervorming van de Instellingen, die zeker weet wat het is autonomie zonder kracht. Denk maar aan zijn gewestraad!

Men kon niets doen met autonomie in honderden zeer kleine gemeenten, dat weet ik, maar wel in zoveel andere honderden gemeenten met 3 000 à 5 000 inwoners. Bekijk hun adviezen. Kijk naar de stukken die zij hebben ingeleverd. Zie hun vooruitgang op het gebied van zorg voor het menselijk welzijn. Vele thans samengevoegde gemeenten zijn leefbare gemeenten, in de diepste zin van het woord.

Een aantal opgaven van lokale aard moeten ook na de fusies op ruimere schaal worden aangepakt, omdat zij de financiële middelen van de gemeenten, of de grenzen ervan te buiten gaan. Ten onrechte werd de « schaalvergroting » ingeroepen voor een aantal opdrachten die de nieuwe gemeenten op hun beurt weer niet kunnen vervullen.

Indien ook bestuurskrachtige gemeenten zich toch nog moeten integreren in grotere gehelen, waarom werd de federatiestructurering dan bij voorbaat opgegeven? In de kringen van de huidige Eerste minister dacht men in 1970 aan fusies van gemeenten maar mits een ernstig en systematisch onderzoek, toe te vertrouwen aan gedecentraliseerde diensten of instellingen, zoals men zegde op een A.C.W.-congres. Toen nam men de raadplegingen nog ernstig!

Het fusieprocédé is niet altijd doelmatig, al wil men ons dat doen geloven. De annexatiedrang van de grote kerngemeenten met als gemakkelijke motivering alle kosten die zij te dragen hebben voor de kleine geannexeerde gemeenten, zal niets oplossen, ook niet financieel.

Bekijken wij nu het samenvoegen van landelijke gemeenten die, ik herhaal het, leefbaar en bestuurskrachtig bleken met enkele duizenden

inwoners. Ik kan bij voorbaat zeggen dat zij bij samenvoeging elkaar niets te bieden hebben dan last en verhoogde kosten. Daarbij komen dan nog de grote afstanden, soms vele kilometers, tussen die gemeenten onderling.

In de kringen van de huidige Eerste minister meende men rond 1970 dat ieder geval, dus iedere samenvoeging, een eigen onderzoek zou vergen en dat men zich er niet in algemene termen kon van afmaken. Nu kregen honderden gemeenteraden langs de gouverneur om een tekst waarin alleen stond welke gemeenten zouden worden samengevoegd, zonder enige verklaring, zonder enig beroep op motivering. Waar blijft het dossier met een eigen onderzoek voor ieder geval?

En dan zijn er toch ook de lessen uit de huidige ontwikkeling van onze samenleving, ontwikkelingen die niemand bij voorbaat onderkende. Ik geloof dat wij eerlijk moeten zijn en erkennen dat in alle partijen hier vertegenwoordigd, men van 1965 tot 1970 gemakkelijker over fusies sprak dan nu, omdat toen de tendens om alles dichter bij de mens te brengen en het gemeentebestuur te laten zorgen voor de jeugd, het milieu, enz., nog niet duidelijk was doorgebroken. De trend is echter gekeerd.

Ik ben er zeker van dat al degenen die hier, sedert vijf of tien jaar, zitting hebben, nu niet meer dezelfde teksten zouden verdedigen als toen. Ik verwijt het u niet, maar u, Mijnheer de Minister, komt met uw plan in 1974 en u had daarmee rekening moeten houden.

De menselijke dimensie opofferen aan bestuurlijke doelmatigheid is onzin, want die menselijke dimensie wordt heden ten dage zo sterk gedragen door groepen en mensen dat ze later erkend zal moeten worden, wat opnieuw administratieve en financiële implicaties tot gevolg zal hebben; daar moet u niet aan twijfelen. Dus moet u de eerste stap niet zetten, vermits u over enkele jaren een stap terug in de andere richting zult moeten zetten.

Had de regering goede redenen om zo diep in te grijpen in het Vlaams politieke en het bestuurlijke landschap? Nogmaals, ik onthoud mij van iedere beschouwing wat Wallonië betreft.

Neem nu eens de gewone man in een leefbare gemeente. Hij kon zich niet verzetten, las ik ergens. Eigenlijk wel, maar de minister hield er geen rekening mee.

Mijnheer de Minister, zou u ons willen mededelen in hoeveel Vlaamse gemeenten niet alleen de gemeenteraad, maar alle verenigingen, via de Cultuuraard, de sociale organisaties, de jeugdraad, enz., werden geraadpleegd? Weet u welke adviezen op uw departement in een of ander «kot» — in onze streek zegt men «een keet» — of in de kelder terechtgekomen zijn? Weet u hoeveel dagen en weken aan die adviezen werd gewerkt? Weet u wat die mensen hebben opgesteld in verband met fiscale aangelegenheden, landbouwwegen, enz.?

De heer Van Hoeylandt. — En zelfs spontaan!

De heer Coppieters. — Financiële, administratieve en politieke wanorde zult u scheppen, wanneer u gemeenten samenvoegt die elkaar niets te bieden hebben en waarvan de opdracht moeilijker zal zijn dan wanneer ze, ik zeg niet heel kleine, maar kleinere gemeenten waren.

Het is duidelijk dat — men heeft het hier reeds met lachwekkende voorbeelden gestaafd — na een zekere tijd nationaal-politieke berekeningen, regionale en lokaal-politieke berekeningen gingen meespelen.

Nochtans werd in de regeringsverklaring gezegd: «Deze fusies zullen plaatshebben overeenkomstig gezamenlijke plannen.» Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken, indien dat waar is waarom was de eerste vraag die aan onze gemeentebesturen werd gesteld dan: Wat denkt u over het beginsel zelf? De vraag werd gesteld omdat er geen beginsel was en omdat het gezamenlijke plan kapot was gemaakt. Dat plan, waardoor redelijke fusies binnen federatieverbanden zouden plaatshebben, lag in de vuilnisemmer.

Daarom vraagt u aan honderden gewone gemeenteraadsleden wat zij denken van het beginsel zelf. Het gezamenlijke plan had uw voorstel moeten vergezellen, maar u had er geen. Meestal ontbraken echte motieven gebaseerd op geografische, economische, sociale, culturele en financiële overwegingen. De heer Van Ooteghem heeft er voorbeelden van gegeven.

Ontbindende plannen kwamen in de plaats, zoals bijvoorbeeld de amputatie van het voorbeeldig werkende Heuvelland ten zuiden van Ieper en Poperinge. In geen enkele streek in België was zo grondig en zo lang gewerkt, zonder enige politieke bijbeschouwing, aan wat men terecht mag noemen streek- en maatschappelijk opbouwwerk. U bent erin geslaagd het Heuvelland in verschillende stukken te snijden. Op zichzelf is dit reeds heel erg, maar wat erger is, u kunt voor de nieuw opgerichte gemeenten niet over de nodige financiële middelen beschikken.

Einde 1974 schreef ik een brief aan Eerste minister Tindemans. Het was ten tijde van de grote herrie rond het B-Fonds en nog voordat

honderden burgemeesters en schepenen gecongresseerd hadden omdat zij voorzagen dat er miljarden tekort werden uitbetaald vanuit het B-Fonds. In mijn brief vroeg ik Premier Tindemans waar het C-Fonds vandaan moest komen. Het antwoord was verbijsterend. Men ging het nieuwe fonds voor die verschillende gemeenten samenstellen uit het B-Fonds. Het is eigenaardige rekenkunde wanneer men al tekorten heeft, die tekorten samen te voegen en om te toveren tot een meer.

Elke gemeente die tot stand komt ingevolge een samenvoeging bekomt gedurende tien opeenvolgende jaren een bijslag die gelijk is aan 15 pct. van haar aandeel in het B-Fonds van de gemeenten gedurende de eerste vijf jaren en 10 pct. gedurende de vijf volgende jaren. Dat is natuurlijk heel mooi als het B-Fonds voldoende was, maar het is niet voldoende. Men trekt met een tekort, terwijl het algemeen aanvaard is en aanvaardbaar dat althans in de eerste zes jaar een samengevoegde gemeente meer zal kosten. Ik weet dat dit niet altijd zo blijft; er zijn voorbeelden waar de kosten beneden het vroegere minimum zullen komen, maar in algemene regel zullen de kosten in de eerste periode van een samenvoeging meer bedragen. Toch gaat men de samenvoegingen door-drijven, terwijl men de oude verplichtingen niet eens kon nakomen.

De bedragen van het Provincie- en Gemeentefonds werden vermindert. De spanning tussen meerkostende fusies en besparing zal zeer groot zijn. Vanaf 1977 zal het fiscaal recht van de gemeenten verkleinen. Het Gemeentefonds zal op 8,6 pct. van de totale belasting-ontvangsten van het Rijk mogen rekenen, in plaats van 16,13 pct., hoewel die nooit volledig werden uitbetaald.

Maar gelukkig, zegt men, na de nieuwe regionale verdeelsleutels — wij moeten nog afwachten wat dat worden zal en zoals steeds op onze hoede zijn vermits hier de regio's aan de beurt komen — mogen de samengevoegde gemeenten, leningen aangaan om hun schuldenlast weg te werken. Gelukkig ook is er een bijzonder consolideringsfonds dat voor de gevolgen van die leningen zal instaan. Ergens las ik dat de kostprijs van die operatie op 8 miljard moet worden geschat.

De heer Van Ooteghem. — Dat noemt men strijd tegen de inflatie.

De heer Coppieters. — Wij hebben in elk geval voor de reeds gefusioneerde gemeenten meerdere bewegingen kunnen vaststellen op financieel en fiscaal vlak. Wij hebben vastgesteld dat de fiscaliteit na samenvoeging over het algemeen stijgt, en dat ook de uitgaven toenemen zelfs wanneer de kosten voor algemeen bestuur worden gedrukt, omdat de opdracht veel zwaarder werd.

Mijnheer de Minister, wij verwijten u helemaal niet dat u de fusie-operatie op gang hebt gebracht. Wat wij u verwijten is dat u geen blijk hebt gegeven van de meest elementaire wijsheid door de fusies in opeenvolgende fasen te realiseren. Bij wijze van voorbeeld had u voor 1976 kunnen mikken op heel kleine gemeenten. Dat zou reeds een grote en belangrijke opdracht zijn geweest. Tevens had u grotere samenvoegingen kunnen doorvoeren die nodig waren op grond van nieuwe economische gegevens. Ik denk bijvoorbeeld aan Groot-Beveren in het Waasland. Dit zou, als eerste fase een belangrijke verwezenlijking zijn geweest. U wil echter alles ineens doen en dit kan niet anders dan slecht werk zijn.

Voor de periode 1982-1988 had u kunnen werken aan de samenvoeging van de ontbarend negentien Brusselse gemeenten. U had zich daarbij kunnen laten inspireren door de wijsheid waarvan heel wat Vlamingen vóór u blijk hebben gegeven. Ik denk onder meer aan Kameel Huysmans! U zoudt natuurlijk tijdig hebben kunnen vaststellen dat er al meerdere hervormers hun benen hebben gebroken op Groot-Brussel.

Alvorens te besluiten wens ik nog iets te zeggen over de randfederaties. Ik zal niet nader ingaan op het politieke aspect vermits collega's van mij en ook de heer Hulpiau dit reeds hebben gedaan. Ik wil in dit verband nogmaals wijzen op de hoop die wij vestigen op de Vlaamse C.V.P. om bij de stemming, de werkelijk uit het hart gegrepen waar-schuiving van de heer Hulpiau, waar te maken. Ik zal mij daarover niet uitspreken.

Ik wil toch even de algemene *ratio legis* van de randfederaties her-lezen. Volgens de heer Tindemans, toen hij nog geen Eerste minister was, moesten rond de agglomeraties, randfederaties worden opgericht die een buffer zouden vormen tegen de machthonger van de agglomeraties. Deze tekst was niet enkel van toepassing op Brussel, doch wel op alle grote federaties. Deze beschouwing is juist, enkel reeds met het oog op de bescherming van het leefmilieu en in verband met de grondspeculatie. Daarom heb ik, terwijl iemand op dit spreekgestoelte sprak over randfederaties, geroepen dat men eens moest voorlezen wat de «Bond Beter Leefmilieu - Vlaanderen» te zeggen heeft:

«Na ruim twee jaar werking hebben deze federaties naar de mening van de Bond Beter Leefmilieu - Vlaanderen het bewijs geleverd dat ze garanties bieden voor het milieubeleid in de gemeenten die

ze overkoepelen, afgezien van hun positieve bijdrage op het stuk van de welzijnszorg en van de economische expansie.

» Het is duidelijk dat de gemeentefederaties een rem zijn geweest op de verkavelingsactiviteiten van bepaalde mandatarissen, die sinds tientallen jaren hun gemeente al te graag volbouwen om de uitwijkingen uit het onleefbare Brussel op te vangen. De federaties hebben de overdreven expansiezucht van de intercommunales, die op veel gebieden een monopolie nastreven, tegengegaan en hebben aan het staatssecretariaat voor Ruimtelijke Ordening gemotiveerde adviezen bezorgd over de ontwerp-gewestplannen. Deze adviezen schenken in grote mate voldoening inzake milieubeheer.

» De planologische diensten van de federaties hebben bovendien surveys opgesteld en algemene plannen van aanleg opgemaakt. Studies werden gerealiseerd met betrekking tot de verontreiniging van waterlopen en de bouw van waterzuiveringsstations en verordeningen uitgevaardigd in verband met de bestrijding van geluidshinder, luchtverontreiniging, sluikestorten, enz. »

Deze dossiers van de door u afgeschafte randfederaties waren stukken beter dan uw fusiedossier, Mijnheer de Minister.

Zo kom ik tot mijn eindbeschouwingen.

Nog altijd heeft deze regering niet medegedeeld wat zij verstaat onder een leefbare of onder een bestuurskrachtige gemeente. Iedere definitie ontbreekt.

Om redenen die voor ons duidelijk zijn maar die nooit werden uitgesproken, werd het geheel van het herstructureringsplan met federaties en herverdeling van de voogdijmachten, nooit voorgelegd. Het ondoorzichtig bestuursapparaat uit het verleden wordt niet doorzichtiger door dit ontwerp. Leefbare gemeenten worden samengevoegd op een ogenblik dat zij de financiële middelen hiervoor niet kunnen krijgen.

Zelfs de middeleeuwen werden hier bijgehaald, doch ik herhaal dat een leefbare gemeenschap slechts autonoom is wanneer zij beschikt over de nodige financiële middelen.

De situering van de hervorming van onze gemeenten binnen een totaal nieuwe visie van gewest — in de toekomst spreken wij van deelstaat tegenover bondstaat en tegenover Europa — zit er geenszins in.

In het streven naar sterkere gemeenten moet per geval worden onderzocht of samenvoeging werkelijk naar grotere leefkracht en bestuurbaarheid leidt.

Deze beschouwingen heb ik praktisch alle ontleend aan literatuur gepubliceerd door de kringen die de huidige Eerste minister inspireerden toen hij nog een groot staatshervormer was.

Elke opgave van de gehanteerde normen ontbreekt; een ernstige voorbereiding van de samenvoegingen vóór januari 1977 is werkelijk niet meer mogelijk; van sommige gemeenten die worden samengevoegd kan de dienstverlening alleen maar verslechteren. Het uitbreiden van een gemeente is nutteloos als haar autonomie en haar dienstverlening hierdoor niet groter worden.

Als men dan toch meende dat zoveel gemeentegrenzen plots hinderlijk waren geworden, vraag ik mij af waarom deze regering, die bij deze hervormingen te werk gaat als een olifant in een porseleinen winkel, zo voorzichtig is met Halle-Vilvoorde en Vlaams-Brabant. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op sommige socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Stassart.

M. Stassart. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je serai assez bref et, afin de ne pas répéter ce qui a déjà été dit, je ne parlerai que de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Nous avons toujours cru que les fusions devaient conduire à une plus grande efficacité, à la formation d'entités harmonieuses et qu'elles ne pouvaient se fonder sur des motifs partisans.

Bref, seul l'intérêt des populations doit être prépondérant en la matière.

Hélas! trois fois hélas! nous sommes, dans la plupart des cas, très loin de ces belles conceptions.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Ministre, qu'au début cela nous a surpris venant de votre part.

En effet, lors de diverses réunions en votre cabinet, vous aviez toujours déclaré combien vous étiez précieux le concours éclairé et dévoué des mandataires communaux, et subitement vous ne tenez plus aucun compte de leurs avis, vous appliquez des mesures tout à fait contraires à ces avis.

Ne vous étonnez donc plus si, ayant perdu confiance en votre parole, ils réagissent avec les moyens en leur possession.

Je connais pas mal de ces mandataires de ma région qui, depuis de très nombreuses années, gèrent leur commune avec compétence, avec un désintéressement total, je dirai même avec amour.

Ces précieux collaborateurs, comme vous les appelez parfois, vous venez de les désavouer brutalement et sans explications.

Ce sont des choses qui font mal, Monsieur le Ministre, et je suis persuadé que vous avez créé un climat psychologique défavorable, qui se répercutera jusque dans l'après-fusion.

J'ai choisi trois cas — mais il y en a d'autres bien sûr — qui démontrent que la consultation des conseils communaux n'était qu'une comédie et que ces avis que vous disiez tant apprécier n'avaient pour vous aucune importance!

Tout d'abord et en résumé, la commune de Seilles, province de Liège, dont vous proposiez la fusion avec celle d'Andenne, province de Namur.

Je ne parlerai pas de la légalité des transferts de communes d'une province dans une autre, des collègues ont déjà soulevé ce problème.

Il est exact que ces deux conseils communaux ont manifesté leur intention de fusionner, mais qu'aucun des deux ne voulait quitter sa province respective.

Des référendums et des pétitions ont confirmé à une immense majorité cette décision et, malgré cela, vous avez décidé que la nouvelle entité ferait partie de la province de Namur! Pourquoi?

Pourquoi les habitants de Seilles doivent-ils quitter leur province actuelle, laquelle leur avait apporté de nombreux emplois et toute une infrastructure scolaire? Ils vous l'ont dit et répété, ils préfèrent alors fusionner avec d'autres petites communes avoisinantes, mais surtout rester à Liège!

C'est de l'arbitraire et c'est très grave, Monsieur le Ministre, car si vous croyez que de telles mutations vont se réaliser sans heurts, je crois que vous vous bercez d'illusions.

D'aucuns disent que cette mutation pourrait apporter un mandat supplémentaire à votre parti dans cet arrondissement de Namur. Si cela est vrai, ce serait non seulement arbitraire, mais partisan.

Mon deuxième cas concerne la fusion des communes de Marchin, Modave, Strée, Vyle-Tharoul et Vierset-Barse, telle que vous l'aviez présentée dans votre premier projet.

Si nous examinons votre proposition, nous constatons immédiatement que cette entité répond aux premières considérations émises sur ce projet et qui prévoyaient des communes rurales de plus de 5 000 habitants et d'au moins 3 000 hectares.

Après quelques réunions, les mandataires communaux, sauf ceux de Strée, se rallièrent à cette proposition, prouvant ainsi leur maturité et leur volonté de construire une commune valable pour l'avenir.

Ils y croyaient à leur fusion, et les populations aussi, quand brusquement, sans leur donner aucune justification, vous décidez de créer deux fusions qui, hélas! ne satisfont personne.

Ici aussi, je vous demande pourquoi vous avez désavoué ces mandataires qui ne méritaient certainement pas un tel affront.

Et maintenant j'en viens à mon troisième cas, celui qui me tient le plus à cœur et qui est, à mon avis, le plus typique du non-respect des avis des conseils communaux.

Il s'agit des communes d'Oreye et Crisnée.

Dès la présentation du projet par M. le gouverneur de la province de Liège, projet qui prévoyait cette fusion, nos deux conseils communaux se sont réunis à plusieurs reprises.

Nos réunions furent élargies aux responsables des divers groupes et institutions, allant même jusqu'aux communes avoisinantes afin d'examiner, sous tous leurs aspects, les répercussions d'une telle réforme.

L'on constata tout d'abord que ces deux communes avaient entre elles beaucoup de complémentarité.

Par exemple, l'une possédait une industrie plus développée, plusieurs petites et moyennes entreprises offrant toutes un certain nombre d'emplois, un secteur tertiaire très important, tandis que l'autre disposait d'un réseau d'enseignement secondaire, d'une piscine, d'une plaine des sports, etc.

On se réjouit aussi que cette nouvelle entité atteigne, comme pour Marchin, avec ses 4 000 hectares et ses 5 000 à 6 000 habitants, le niveau de deuxième catégorie, ce qui était très important pour son avenir et son développement.

Bien sûr, il y eut des idées divergentes sur certaines questions, telles le nom de la nouvelle commune et l'endroit d'implantation de son centre administratif, mais finalement toutes ces questions furent résolues à l'amiable.

D'ailleurs, les délibérations définitives de ces deux conseils communaux indiquent que, Oreye à la majorité, et Crisnée à l'unanimité, souhaitaient cette fusion.

La députation permanente du conseil provincial marqua également son accord.

Alors pourquoi, d'un trait de plume, avoir rayé cette fusion de votre projet actuel? Quelles influences ont fait pencher la balance de l'autre côté? Vous ne pouvez pas, comme vous l'avez fait à la Chambre avec M. Hubin, laisser cette question sans réponse. Vous ne pouvez pas me répondre, comme l'a fait la commission cantonale, qu'il s'agissait de communes ayant déjà fusionné auparavant.

Cela démontrerait que votre projet n'avait pas été bien étudié. Je suppose que les services du ministère de l'Intérieur savaient qu'Oreye et Crisnée étaient des communes fusionnées depuis 1964. D'ailleurs, une autre commune de ma région, alors qu'elle atteint déjà une superficie que l'on peut presque qualifier d'extraordinaire pour une commune rurale, va fusionner pour la troisième fois afin d'en confier l'écharpe mayorale, d'après les rumeurs qui circulent, à un de vos amis.

Vous ne pouvez pas non plus, comme vous l'avez fait en commission, en réponse à mon collègue M. Lecoq, invoquer une divergence de vues des conseillers communaux quant au lieu d'implantation de la nouvelle administration, car, tout d'abord, cela dépendra de l'avis du conseil communal issu des prochaines élections et ensuite vous avez, dans beaucoup d'autres cas, passé outre à des considérations beaucoup plus importantes. Certains de vos amis, vous les connaissez, déclarent que cette fusion se réalisera en 1982. Pourquoi pas en 1976, Monsieur le Ministre?

A la Chambre également, M. le député Hubin vous a informé des rumeurs qui vous accusent d'avoir cédé aux pressions d'une personne plus ou moins importante de la région. Rien ne justifiait, Monsieur le Ministre, de satisfaire l'ambition d'une personne, sinon le souhait de l'aider dans ses vues politiques. Mais ce serait, comme on l'a déjà déclaré à cette tribune, voler bien bas.

Voilà, Monsieur le Ministre, les quelques questions que je voulais vous poser aujourd'hui. J'aimerais recevoir une réponse claire et précise qui, surtout, éliminerait le désaveu que vous avez infligé à ces mandataires communaux.

Il vous reste une dernière chance de sauver nos communes du désarroi et du découragement dans lequel vous les avez plongées. Puissiez-vous en avoir le courage, Monsieur le Ministre! (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur ceux de la Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, Dames en Heren, op dit middaguur zal ik een poging doen om uit de volheid des harten te spreken, of als de minister dat beter verstaat, *de abundantia cordis*, over de diverse problemen die rijzen rond de toestand van onze gemeenten.

Met opzet heb ik niet het woord gevoerd in het debat over de grondwettigheid of de niet-grondwettigheid van de voorgestelde teksten. Als u mijn mening vraagt, wil ik ze nog eens geven.

De artikelen 41 en 42 van de Grondwet zijn mijns inziens formeel genoeg. Daarin wordt onder meer bepaald dat de Wetgevende Kamers het recht hebben om een gesplitste stemming te vragen en dat zij ook het recht tot amendering hebben.

Eens te meer staan wij hier voor één van de vele machinaties ten aanzien van de grondwettelijke teksten. Het is geen nieuw verschijnsel. Het is in het verleden herhaalde malen gebeurd dat men er niet voor terugschrok om strafwetten met retroactiviteit door te voeren, wat manifest tegen elk grondwettelijk principe is, en dat men, om nog een voorbeeld te geven, zo stout was, als het de regeringen van die tijd paste, om uitzonderingsrechtbanken te organiseren om er bepaalde vormen van rechtspleging door te drukken.

Ik ben ontgoocheld over de wijze waarop een regering die zich soms « anders » durft te noemen eens te meer afbreuk doet aan een aantal grondwettelijk verworven principes.

Ik vrees, Dames en Heren, dat als het past in het kader van een opdracht, van een zogenaamde « mission » van een bepaalde regering, van gelijk welke regering — ik durf het hier vlakaf te zeggen — men er niet voor zal terugschrikken eens te meer deze en andere artikelen van de Grondwet te schenden.

Zo kom ik tot het eigenlijk opzet van mijn betoog. Er is reeds veel over het nut en de noodzaak van de fusies gesproken, maar wij hebben, helaas, weinig vernomen over hetgeen men met de fusies op het oog heeft en welke nieuwe taken de gemeenten zullen krijgen.

Ik verwijs hierbij terug naar de Grondwet.

Wij weten uit de bespreking van de onvoltooid gebleven herziening van de Grondwet, dat men het voornemen had bepaalde materies naar de gemeenten toe te decentraliseren. Het is thans de vraag wat men daarmee bedoelt, en wat u, Mijnheer de Minister, op dit ogenblik, aan materies te decentraliseren hebt, naar deze te fusioneren gemeenten.

Alvorens daar dieper op in te gaan, sta ik even stil bij het afschaffen van de randfederaties. Ik wil hier niet in herhaling vervallen, maar ik

meen dat zowel bij de meerderheid als bij de oppositie terzake duidelijk stemmen zijn opgegaan. Niet alleen is het een slag onder de gordel, maar daarenboven is het ook een slag onder de gordel van smaragd.

Men kan over de vorm, de inhoud en de draagwijdte van de federaties discussiëren, en de vraag stellen in welke mate men de federatieve opdracht kon herdenken.

Daarnaast wil ik in deze vergadering nog eens zeer concreet herhalen dat met het oprichten van federaties, men ook een nieuwe vorm van bestuur op het oog had. Voor het eerst in de geschiedenis van dit land ging men over naar een evenredige vertegenwoordiging van de gekozenen in het bestuurscollege.

De heer Leo Vanackere. — Maar dat is een mislukking geweest.

De heer Van In. — Het is misschien een mislukking geweest, maar het is precies door de beperking van het experiment dat men niet tot volledige voltooiing is kunnen geraken. Hoe dan ook, wij waren begonnen met een experiment en het ware interessant geweest te weten wat de federaties, als zij over werkelijk diepgaande bevoegdheden hadden beschikt, er met de nieuwe bestuursvorm zouden hebben van terecht gebracht. Ik stel vast dat men niet alleen deze gordel van smaragd schraapt, maar dat men meteen ook dit experiment afbreekt zonder daarvoor iets gelijkwaardigs in de plaats te stellen.

Hoewel hier reeds heel wat is gezegd en dit wellicht nog tot in den treure, zal worden herhaald, over de status van het gemeentepersoneel in de te fusioneren gemeenten, over de financiën die deze te fusioneren gemeenten zullen of niet te beheren zullen hebben, schijnt men toch nog bepaalde elementen te vergeten.

Mijnheer de Minister, ik zou daar zeer speciaal uw aandacht willen voor vragen.

In de eerste plaats zijn er de moderne opties ten aanzien van het gemeentelijk beleid. De Grondwet voorziet, in zijn gewijzigde tekst, in een aantal verwachtingen die, door decentralisatie, ten opzichte van de gemeenten zullen moeten worden ingelost. Deze nieuwe tekst van de Grondwet, Mijnheer de Minister, dagtekent van juli 1970. We hebben dus ruim de tijd gehad om van de regeringen — ik gebruik met opzet de meervoudsvorm — te vernemen in welke mate zij deze decentralisatie zouden waarmaken en welke materies als het ware de blikvangers zouden zijn die tot deze decentralisatie en tot een betere besluitvorming zouden bijdragen.

Wat stellen wij vast? Dat in de huidige stand van zaken inderdaad gesproken wordt over het terugbrengen van de landelijke puzzel tot een beperkter aantal gemeenten; dat er misschien reeds teksten bestaan in verband met de toekomst van het gemeentepersoneel, waarvan uiteraard de verworven rechten zouden moeten behouden blijven; dat er inderdaad reeds verwachtingen gewekt zijn in verband met de gemeentelijke financiën.

En ook hier ligt de oplossing voor de hand. Als er geen geld is, zal het moeten gevonden of geschapen worden. Maar voor de mensen is nochtans belangrijker te weten in welke mate in deze nieuwe bestuurs-eenheden, met nieuwe materies, de zogenaamde gedecentraliseerde materies, hun belangen tegemoet zullen worden gekomen.

Op die vraag blijft u het antwoord schuldig, Mijnheer de Minister. U is zo grof geweest op een zeker ogenblik te zeggen: « Wij kunnen daar nog geen antwoord op geven; wij willen daar zelfs nog geen antwoord op geven; de nieuwe gefusioneerde gemeenten moeten eerst een inwerkperiode doormaken die ten minste drie jaar zal duren, alvorens wij hen nieuwe opdrachten zullen toespelen. » (*Ontkennend gebaar van de minister van Binnenlandse Zaken.*) Mijnheer de Minister, u blijkt dit te ontkennen, maar tijdens de bespreking in de commissie hebt u iets dergelijks te verstaan gegeven. Het zou inderdaad nuttig zijn als u het woord neemt om ons te antwoorden, eventueel deze bewering tegen te spreken en ons concreet te zeggen in welke mate de nieuwe gemeenten met nieuwe opdrachten zullen kunnen worden belast.

Mijnheer de Minister, ik veronderstel dat u de rapporten van uw ondergeschikten toch met enige ernst doorneemt. Ik verwijs in dit verband naar een studie die werd ondernomen door het provinciaal bestuur van West-Vlaanderen. In de maand augustus van dit jaar, dus zeer recent, en op een ogenblik dat de fusieoperatie reeds volop aan de gang was, werd een ventilatie gemaakt tussen de door de gemeenten betaalde kosten van opdrachten die als louter gemeentelijk mogen worden beschouwd, enerzijds en van de opdrachten die worden uitgevoerd op bevel van de hogere overheid, anderzijds. U kent zonder twijfel die studie, waarin ook een onderscheid werd gemaakt tussen gemeenten met en zonder een centrumfunctie. Aan de hand van deze cijfers weten wij dat de totale kost van de opdrachten die van overheidswege uitgaan meer dan 30 pct. bedragen van het totaal pakket. Met andere woorden, meer dan 30 pct. van de middelen van de gemeenten moeten worden aangewend om gevolg te geven aan opdrachten van hogerhand.

Nog amper 70 pct. blijft dan over om louter gemeentelijke taken te vervullen. Die verdeling zal worden beïnvloed door de mogelijkheid om aan de nieuwe gemeenten nieuwe bevoegdheden toe te spelen. Als er werkelijk zal worden gedecentraliseerd en er nieuwe opdrachten door de centrale overheid naar de gemeenten zullen worden overgeheveld, dan zullen die 30 pct. nog aanzienlijk stijgen met alle gevolgen van dien op het gemeentelijk personeelsbeleid, de financiën en de contacten tussen de overheid en de gemeenten.

Hoe is het eigenlijk gesteld met die contacten tussen de overheid en de gemeenten? U hebt zonder twijfel kennis kunnen nemen van de toespraak van de gouverneur van West-Vlaanderen, gehouden bij de opening van de zitting van de provinciale raad in oktober van dit jaar. De gouverneur was allesbehalve enthousiast over de wijze waarop de gemeenten op dit ogenblik met de hogere overheid moeten corresponderen om, bijvoorbeeld, dossiers door te drukken. Ieder van ons, Dames en Heren, wordt zonder twijfel wekelijks aangesproken door gemeentebestuurders die vragen om te bemiddelen bij verscheidene ministeries om de afwikkeling van hun dossiers te bespoedigen; of om klachten te aanhoren over het feit dat de afhandeling van een dossier zo lang achterwege blijft. De gouverneur heeft eraan toegevoegd dat deze ellendige gang van zaken de oorzaak ervan is dat de kostprijs van een project soms verdubbelt.

Mijnheer de Minister, in het licht van deze feiten moet er toch eens worden gezegd hoe de wisselwerking tussen de gemeenten en de voogdijoverheid zal worden herzien. Het moet mogelijk zijn om die relaties tussen de gefusioneerde gemeenten — die uiteraard aanzienlijk kleiner in aantal zullen zijn — en de hogere overheid drastisch te verbeteren.

Sommige gemeenten kunnen, omdat zij interessante of gekleurde connecties hebben, ontsnappen aan de administratieve moeilijkheden.

Zij kunnen het zich veroorloven bepaalde streken uit te halen en bijvoorbeeld verenigingen zonder winst oogmerk oprichten waaraan zij allerlei opdrachten delegeren. Ik verheug mij dan ook erover dat u hebt beloofd deze werkwijze te zullen indijken, opdat een einde zou worden gemaakt aan de mistoestanden inzake de voogdij.

Zo kom ik tot het slot van mijn uiteenzetting dat voor mij het meest wezenlijk is.

Ik heb mij voorgenomen vandaag te spreken over wat, in bepaalde gemeenten althans, wordt verwacht aan nieuwe bestuurs- en bestuursvormelijke maatregelen. U weet, Mijnheer de Minister, dat door de Vereniging voor Belgische steden en gemeenten een voorontwerp van een nieuw gemeentewet werd uitgewerkt. Het is een zeer voorzichtig ontwerp dat geen potten breekt en dat zeker niet tegemoet komt aan de verwachtingen in verband met de moderne democratie. Het zou dus nuttig zijn geweest in het kader van de algemene bespreking — ik heb er in de commissie allusie op gemaakt maar men heeft er natuurlijk niet op gereageerd — even te blijven stilstaan bij bepaalde inzichten in verband met de wijze waarop in de gemeenten het beleid zou worden gevoerd.

Niet langer te dulden is de alom bekende « ruitertij » tussen verkiezingslijsten. Daarmee bedoel ik dat er na het aflopen van de gemeenteraadsverkiezingen, ingevolge het verlopen van bepaalde figuren van de ene lijst naar de andere wisselmeerderheden tot stand komen, die het bestaande schepencollege in de minderheid brengen. Aan dit probleem werd gedokt en er werd gevraagd daaraan veranderingen te brengen. Mijnheer de Minister, kun u zich voorstellen, met het oog op de fusieoperatie die u op gang hebt gebracht, welke gevolgen de door mij geschetste situatie zal hebben en tot welke chaos die in de gefusioneerde gemeenten zou kunnen leiden, wanneer blijkt dat daardoor gehele wijken en gewezen gemeenten worden geïsoleerd? Ik meen dat dit gevaar niet irreëel is en dat ik u van op deze tribune moet waarschuwen. Er moet in elk geval voor worden gezorgd dat vóór de gemeenteraadsverkiezingen van oktober aanstaande iets wordt ondernomen om te vermijden dat deze « ruitertij » nog langer kan plaatshebben.

Een tweede reëel gevaar, precies met het oog op het fusioneren van gemeenten, is het nog altijd gegarandeerde mandaat van zes jaar. Wanneer een burgemeester of een schepen het vertrouwen van zijn raad verliest, dan blijft hij, tenzij bijna criminele daden werden gepleegd, burgemeester of schepen van die gemeente tot zijn mandaat verstrekken is, met alle bizarre en ongelooflijke gevolgen van dien. Mijnheer de Minister, geef toe, dat, wanneer u waarlijk een « zending » hebt, u de koe bij de horens moet nemen. U moet met deze toestanden rekening houden.

Mijn volgende opmerking sluit daarbij aan. Ik geef toe dat het een vrijblijvende zaak is. Ik citeer opnieuw de gouverneur van de provincie West-Vlaanderen die over enkele maanden op rust gaat. Hij kan dus met meer vrijmoedigheid over zijn ervaringen van langer dan dertig jaar beleid praten.

In verband met de functie van burgemeester zegt hij bijvoorbeeld: « Het is en blijft gewoon uit den boze dat om de zes jaar een burgemeester wordt verkozen, zo maar. Dat systeem loopt mank. Het deugt niet meer. Burgemeesters, alvast in die gemeenten waar het ambt full-time-prestaties vergt, zouden in de toekomst liever niet meer verkozen moeten worden. »

Een vrijblijvende uitspraak van een hoog gewaardeerde ambtenaar in dit land, maar toch niet zonder betekenis. Wij worden geconfronteerd met nieuwe bestuurlijke eenheden die van bepaalde mensen meer inspanningen, full-time, zullen vergen. Is het dan nog wenselijk deze toestand zo maar te laten bestaan, alleen structureel al? Wij spreken dan nog niet over grondverkavelingen en andere voordelen die door de bestuurders kunnen worden binnengeraapt. Kan men deze mensen in het ongewisse laten, zeker voor gemeenten die het zich kunnen veroorloven voor een full-time-job te betalen, voor zover dit niet ten laste moet vallen van de Staat?

De vraag stellen is ze beantwoorden. Ook hier waarschuw ik voor de droevige ervaringen die u wellicht in de volgende maanden of jaren zult opdoen.

Dan is er de gemeenteraad zelf. Men heeft ons ooit gezegd dat de gemeenteraadsleden in wezen meer macht hebben dan parlementsleden.

De heer Persyn. — Dat is juist.

De heer Van In. — Zij hebben immers het recht de dossiers in te zien. Mijnheer de Minister, wij vertellen geen geheim als wij zeggen dat het inzien van dossiers met allerlei moeilijkheden en beperkingen gepaard gaat. Uiteindelijk toont men slechts wat men wil tonen. In het voorontwerp van de nieuwe gemeentewet opgemaakt door de Vereniging van Belgische steden gemeenten vind ik een verwijzing naar deze situatie. Er zou worden opgelegd dat bij elke gemeenteraadszitting het college van burgemeester en schepenen verplicht is lezing te geven van de beslissingen genomen in de voorbije periode, vóór het samenroepen van de gemeenteraad. Dat zou al een stap vooruit zijn, hoewel alleen maar ter kennis brengen van beslissingen ook een vage situatie blijft.

Zeker met het oog op de fusies die bezig zijn, moeten de gemeenteraadsleden, bijvoorbeeld door het opleggen van een werkingsreglement voor de gemeenteraad, bij machte zijn om tijdig tussen te komen en tijdig voldoende kennis te krijgen van de dossiers, om op gemeentelijk vlak operaties te laten gebeuren die tegemoet komen aan de opdracht van de democratie, aan de wensen van diegenen die zij vertegenwoordigen. Het moet toch eindelijk eens gedaan zijn met deze lokale potentaten die menen dat alles hen is veroorloofd en die door niets of niemand kunnen worden terecht gewezen. Ik zeg dat met de nodige nadruk en het geldt voor alle partijen. Er bestaan bijvoorbeeld gemeenten waar men moest bedelen om een begrotingsrekening te krijgen of inzage in de begroting voor het volgende boekjaar. Dergelijke documenten moeten toch onmiddellijk en rechtstreeks aan de gemeenteraadsleden worden overhandigd. Nu wij zogezegd grotere gemeenten zullen krijgen, kan er geen enkel financieel bezwaar meer zijn om deze documenten aan de gemeenteraadsleden door te spelen.

Mijnheer de Minister, wat stelt u tegenover deze kleine, zeer beperkte opsomming van moeilijkheden?

U spreekt over de financiële middelen die aan de gemeenten zullen worden toegespeeld en over de verworven rechten van het gemeentepersoneel. Dat interesseert de man in de straat niet. Hij wil weten of er met het oog op het bestaan van nieuwe gemeenten ook nieuwe vormen van bestuur, van inspraak mogelijk zullen zijn, en of, zoals in veel partijen, ook in de onze, werd gezegd, het gemeentehuis werkelijk een glazen huis zal worden.

Zal het gemeentehuis waarlijk een glazen huis worden? Zal men eindelijk eens een einde maken aan het potentiaatschap van bepaalde heren en dames die op dit ogenblik de gemeenten besturen? Moet er geen paal en perk worden gesteld aan het heen- en weergeloopt tussen de partijen, met al de noodlottige gevolgen van dien?

Mijnheer de Minister, ik sta trouwens niet alleen als ik deze teksten voorhoud. Uw geachte collega, de heer Geens, heeft toch hetzelfde gedaan, niet zo lang geleden. In een poging om zijn acolieten tot enige rust te brengen en hen te verzekeren dat er allemaal aan gedacht zou worden, heeft hij bijvoorbeeld gezegd: « De uitbouw van grotere gemeentelijke entiteiten wordt des te scherper gesteld omdat bij de voorgenomen decentralisatie ook de gemeenten betrokken zullen worden. » Mooi, « Deze projecten zullen onuitgevoerd blijven zolang de gemeenten financiële mogelijkheden naast deskundigheid niet kunnen opbrengen. Men gaat ervan uit dat alleen grote gemeenten die nieuwe taken kunnen vervullen. »

Een mooi principe, maar nu komt het belangrijkste — en dat past totaal in het kader van mijn uiteenzetting — « Men giet geen nieuwe wijn in oude zakken », zegt staatssecretaris Geens.

« Indien de fusieoperatie beperkt blijft tot het tekenen van een nieuwe kaart, dan zal de samenvoeging een mislukking zijn. De nieuwe gemeenten zullen een nieuw gemeentelijk beleid moeten voeren, aangepast aan de moderne situatie en mogelijk gemaakt door een grondige hervorming van de middelen en de instrumenten van het gemeentelijk beleid. »

Ziedaar, wat de regering ons voorspiegelt op het stuk van gemeentelijk beleid.

Is er in heel die fusietrein en in al die onderrichtingen één enkel spoor van dit nieuw gemeentelijk beleid terug te vinden? De vraag stellen is ze ook beantwoorden.

Moet ik een bekend schrijver zoals Manu Ruys citeren om u duidelijk te maken dat op het stuk van de federaties men voor een balanspolitiek stond, dat men het oprichten van federaties, in het grondwettelijk perspectief duidelijk heeft gezien als een toegeving, een wisselmunt voor de Vlamingen? Moet ik verder de gouverneur van West-Vlaanderen citeren? Moet ik de gegevens citeren uit het voorontwerp van de nieuwe gemeentewet?

Al deze elementen spreken dezelfde taal. De toekomst van onze gemeenten is in bepaalde banen geleid en doch alleen een nieuw gemeentelijk beleid moet er nu kleur aan geven. Ik heb het woord « kleur » reeds in de commissie gebruikt, maar het werd spijtig genoeg niet begrepen. De mogelijkheid van een nieuw gemeentebeleid moet als het ware leven aan deze puzzle geven, want nu is het een kleurloze, dode zaak.

Ik neem het de verslaggever niet kwalijk dat hij op een zeker ogenblik het spoor bijster is geraakt, wie zou dat niet na al deze lange vergaderingen! Op bladzijde 71 van het verslag kunnen we lezen: « een ander lid » — dat is uw dienaar — « stelt dan weer dat consultaties niet unilateraal mogen gebeuren; ook de inbreng van de minister is van belang en moet meespelen. Als wij aanvaarden dat het om een puzzle gaat, moeten wij ook aanvaarden dat er iemand lijn en kleur in steekt. Met de honderden *njets* van de gemeenteraden was toch helemaal geen land te bezeilen; de « gezetenen » houden wat ze hebben. » Op dit laatste wil ik even terugkomen, want dat werd uit zijn context gelicht.

Wanneer zovele gezetenen *njet* zeggen, dan is dat niet zelden om persoonlijke redenen en daarover willen wij niet spreken. Wanneer echter een aantal mensen in dit land *njet* zeggen omdat ze van deze regering iets méér verwachten dan alleen maar het samenplakken van een aantal gemeenten, omdat zij verwachten dat kleur zou worden gegeven aan deze operatie, dan moeten wij daar wel gehoor aan geven.

Daarom heb ik de eer de volgende motie tot verdaging in te dienen :

« De Senaat,

» Gehoord diverse uiteenzettingen welke aandringen op het prioritair herdenken van de inhoud, de draagwijdte en de bestuursvorm van de gemeentelijke autonomie;

» Stelt vast dat deze aangelegenheid de bevolking meer rechtstreeks raakt dan de loutere samenvoeging van een aantal gemeenten en dat aan de gemeentefusies elke zin wordt ontnomen indien deze verrichtingen niet vergezeld gaan van de mogelijkheid om onmiddellijk een modern gemeentebeleid op het getouw te zetten;

» De Senaat spreekt dan ook de wens uit dat de noodzakelijke wijzigingen aan de gemeentewet tezamen met de samenvoeging van gemeenten zou worden besproken en nodigt de regering uit om, vooraleer verder over het fusieontwerp te beraadslagen, ontwerpen in verband met een moderne verwoording van het gemeentebeleid in te dienen. »

Ik wil eindigen met een Joods spreekwoord : « De kinderen van de schoenmaker gaan barrevoets. » Mijnheer de Minister, wat is u, schoenmaker of kind van de schoenmaker? (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — De motie die de heer Van In zojuist heeft ingediend, zal worden vertaald. Er zal in de loop van de namiddag over worden gestemd.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi, à 14 heures.

Wij zullen onze werkzaamheden deze namiddag, te 14 uur, voortzetten.

M. Parotte. — Monsieur le Président, nous sommes continuellement appelés à voter des lois relatives à la durée du travail. Puis-je vous demander quelles dispositions ont été prises à cet égard concernant le personnel du Sénat?

M. le Président. — Il a été décidé que nous interrompons nos travaux à 12 h 45 m. pour permettre à chacun de se restaurer.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 45 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 45 m.*)